

FORTITUDE (force d'âme): L'intoxication au service d'Overlord

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 1944 : Débarquements en France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Amérique du Nord, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Renseignement, Services allemands, Services français, Services occidentaux, SERVICES SPECIAUX
29 octobre 2021

A Londres, le 16 juin 1944, j'étais allé prendre congé du Général Bedell-Smith, chef de l'État-Major du Général Eisenhower, et du Colonel Scheen, chef de son 2e bureau. Depuis le 10 mai 1944, je participais avec eux à l'organisation des Services de Sécurité dans les grandes unités alliées et sur les territoires français qu'elles devaient libérer à partir de juin 1944.

En dépit de la résistance allemande en Normandie, des raids des bombes volantes V1 et de l'offensive annoncée des fusées V2 sur l'Angleterre, leur optimisme était intact. ...” La Déception marche fort “... m'avait confié Scheen faisant allusion au plan d'intoxication mis en oeuvre par les alliés depuis février 1944 pour tromper l'ennemi sur leurs intentions.

Grâce à un stupéfiant effort scientifique qui annonçait l'ère de l'ordinateur, nos amis captaient et décryptaient les messages radio les plus secrets en un temps record. Scheen me faisait lire deux fiches. L'une était la transcription du déchiffrement d'un message du Général Oshima, ambassadeur du Japon à Berlin, informant son gouvernement de son entretien du 1er juin 1944 avec Hitler. Le Führer estimait terminés les préparatifs alliés pour un débarquement imminent en Normandie ou en Bretagne, prélude à une opération d'envergure sur le Pas-de-Calais. L'autre fiche concernait un message du 14 juin d'Oshima à Tokyo... Le ” Haut Commandement allemand estime qu'il serait dangereux de s'engager à fond en Normandie alors que l'armée Patton est toujours en Angleterre “. L'Ambassadeur ” rassurait ” ainsi son gouvernement, inquiet de l'absence d'une contre-offensive suffisamment puissante pour rejeter les troupes débarquées à la mer. Leur tête de pont avait une profondeur moyenne de 12 kilomètres sur une longueur de 80 km entre Caen (solidement tenu par la Wehrmacht) à l'est et Montebourg à l'ouest, dans le Cotentin. Au nord de la Seine, la XVe Armée allemande demeurait l'arme au pied, face au Pas-de-Calais et les importantes réserves - notamment de blindés - à la disposition exclusive du Führer, attendaient des ordres. Tels étaient le 16 juin 1944 lorsque je quittais Londres pour Alger, les effets de ” Fortitude “, le plan de ” Déception ” dont Scheen se réjouissait des effets.

Fortitude et Bodyguard

Historiens, romanciers, journalistes se sont maintes fois emparés de ” Fortitude ” pour montrer, chacun à sa façon, ce que fut l'intoxication de l'adversaire dans la réussite du débarquement allié de juin 1944. Rarement a été montré le rôle - modeste certes - de la participation française dans cette gigantesque ruse de guerre. Rarement en ont été évoqués les origines de sa conception et les précédents qui ont justifié sa mise en application.

Je remercie la Saint-Cyrienne de me permettre de préciser ici quelques souvenirs. C'est le 23

janvier 1944 que les chefs d'État alliés (Roosevelt, Churchill, Staline) signèrent le plan d'intoxication Bodyguard à mettre en oeuvre dans le cadre de la guerre contre l'Allemagne et le Japon. Son but était " d'amener l'ennemi à adopter des dispositions stratégiques inadaptées face aux opérations militaires alliées décidées à Eureka ". Plus loin, le texte allié précisait : ... " Nous devons persuader l'ennemi de disposer ses forces de manière qu'elles ne puissent intervenir que le moins possible contre les opérations Overlord et Anvil ... " Les études relatives à la préparation d'Overlord et Anvil étaient en chantier depuis longtemps et le projet d'offensive sur le Pas-de-Calais, abandonné. Les côtes, souvent abruptes, étaient défendues par des fortifications denses, importantes et par la XV^e Armée allemande, de qualité et sur le qui-vive. Les larges plages de Normandie avaient déterminé la préférence alliée que Téhéran confirmait en créant en Angleterre un commandement suprême (SHAEF) confié au Général Eisenhower avec mission de mener à terme les opérations Overlord et Anvil. Cet ensemble de décisions découlait des enseignements des opérations d'intoxication en Méditerranée menées par la Force A avec succès.

La Force A

Le 28 mars 1941, l'IS (MI6) avait chargé l'un de ses spécialistes de l'intoxication, le Colonel Dudley-Clark, de mettre ses compétences à la disposition du Général Wavell, Commandant en Chef au Moyen-Orient. Ainsi naquit la Force A qui se rendit compte, très vite, que ses succès ne pouvaient qu'être liés à l'efficacité d'agents qu'elle réussirait à introduire dans les Services Spéciaux ennemis pour les tromper.

Recrutement délicat, difficile, qui exigea de longs mois d'efforts pour de maigres résultats. Tout allait changer à partir du débarquement allié en AFN (novembre 1942) et de l'appoint décisif des Services Spéciaux Français. Évadé de France, j'arrivais à Alger le 3 janvier 1943 après avoir rencontré à Londres mes camarades de l'IS et m'être entendu avec leur chef, le Général Menzies, sur les modalités de notre travail commun, notamment dans le domaine de l'intoxication. Le 8 janvier 1943 mon homologue au sein de l'IS, le Colonel Cawguill, vient à ma rencontre. Le 10 janvier 1943 il provoque, sous la présidence du Général Clark, délégué du commandant en chef, une réunion avec le Colonel Dudley-Clark, les Colonels américains Eddy et Stephens de l'OSS et moi pour définir une charte de l'intoxication. Elle associe les différents Services Spéciaux alliés, fixe leurs attributions, leurs moyens et place la Force A sous l'autorité directe du Commandant en Chef qui en définit les objectifs en Méditerranée. Pour notre part nous apportons des cadres expérimentés, un réseau d'agents sûrs, rompus au travail subtil et dangereux de pénétration dans les Services Spéciaux ennemis. Cawguill en est conscient depuis le stage qu'il a effectué à Paris auprès de moi en octobre 1938. Il ne sera pas déçu. L'appoint de la Force A dans les opérations difficiles de libération de la Tunisie puis de la Sardaigne et de l'Italie, sera d'une telle efficacité qu'il servira de test à Téhéran... Il provoquera la promotion de Dudley-Clark au grade de général.

A mon télégramme de félicitations, Dudley-Clark avait la courtoisie de répondre le 15 décembre 1943 : ... " Je me rends parfaitement compte que cet heureux résultat est dû au grand enthousiasme et à la grande habileté professionnelle de vos Services. Il eût été impossible de mener à bien notre mission sans l'aide si experte que vous nous avez généreusement accordée " ... Toute autre allait être notre collaboration dans la mise en oeuvre

de Fortitude.

Mise en oeuvre de Fortitude

Responsable des opérations Overlord et Anvil, Eisenhower décidait en janvier 1944 de laisser à la Force A le soin de poursuivre son oeuvre d'intoxication dans le cadre méditerranéen, notamment en faveur du projet de débarquement en Provence (plan Anvil). Dans le même temps, il lançait l'opération Fortitude et créait à cet effet, au sein du SHAEF une section spécialisée " OPS " confiée au Colonel Wild de la Force A. Le 23 février 1944 le Commandant en Chef fixait les objectifs de Fortitude :

- 1- Persuader l'ennemi que l'offensive alliée principale se situera dans le Pas-de-Calais.
- 2- Laisser l'ennemi dans l'ignorance de la date du débarquement en Normandie .
- 3- Maintenir pendant un minimum de deux semaines, à partir du Jour J, le maximum des forces ennemies au nord de la Seine et au sud de la Loire (sous la menace Anvil).
- 4- Couvrir d'un secret absolu les opérations Overlord et Fortitude. Cette dernière directive implique la satisfaction de l'objectif (n° 2).

A partir du 1er avril 1944, elle mettra l'Angleterre à l'abri d'un véritable rideau de fer. Elle aura des conséquences dont j'ai pu admirer à Londres en mai 1944 la rigueur, l'ampleur et l'efficacité, mais observer aussi le caractère parfois humiliant pour les diplomates étrangers, les alliés soviétiques et français, privés de toutes communications avec le monde extérieur.

L'objectif n°1 était, de loin, le plus important. Il demandait qu'en trois mois Fortitude persuade le Commandement allemand de s'attendre à l'ouverture d'un second front, le principal. Il fallait administrer la preuve que les alliés disposaient en Angleterre des forces et des moyens suffisants pour entreprendre deux opérations simultanément. Sans que l'intoxication alliée ait eu à intervenir, l'Abwehr avait largement surévalué depuis 1943 les effectifs stationnés en Grande-Bretagne.

Le 6 juin 1944, il les estimait à 70 divisions alors qu'il n'en existait que 44. Jouant sur cette erreur dont il avait connaissance par les décryptements, Fortitude conçut en avril 1944 un plan destiné à accréditer la menace sur le Pas-de-Calais. Prenant acte des effectifs et des matériels concentrés sur les côtes sud et sud-est de l'Angleterre (environ 30 divisions), ce plan utilisait et complétait fictivement les divisions disponibles pour constituer un faux groupe d'armées d'environ 30 divisions aux ordres du Général US Patton.

Il était ostensiblement réparti sur les côtes est de l'Angleterre et autour de l'estuaire de la Tamise. Faute de réserves suffisantes pour assurer matériellement la crédibilité de ce leurre, Fortitude constituera en deux mois des concentrations de faux dépôts de matériels, de blindés, de faux terrains d'aviation, de faux engins de débarquement, etc... le tout repérable par l'aviation d'observation de la Wehrmacht, mais parfaitement interdit à la curiosité publique.

Pour compléter l'illusion, un réseau de communications radio fut mis en service à partir du 24

avril 1944. Les messages chiffrés classiquement ou en clair, répondaient aux exigences et aux besoins d'un groupe d'armées réel. On ne pouvait guère faire mieux pour matérialiser la menace sur la XV^e Armée allemande au nord de la Seine. Restait à conforter les renseignements recueillis par la Luftwaffe, les écoutes allemandes et d'éventuels informateurs de l'ennemi.

Ce fut l'oeuvre d'un ensemble de mesures tactiques et techniques, méthodiquement orchestrées: bombardements aériens accentués entre la Belgique et la Seine, interventions de la Royal Navy sur les côtes et les ports, etc... Ce fut encore l'oeuvre confiée, à leur insu, aux organisations de résistance et de renseignement. Par leurs recherches et leurs sabotages, elles ont accrédité la menace sur le Pas-de-Calais sans pour autant négliger la Bretagne et la Normandie.

Restaient les possibilités d'intoxication par messages radio (tout autre moyen de sortie était interdit) des agents britanniques infiltrés dans les Services Spéciaux allemands. Ce qui était possible en Méditerranée, c'est-à-dire permettre à de soi-disant agents de l'ennemi de se déplacer, d'observer le dispositif allié et d'en informer par radio leurs employeurs, ne l'était plus en Grande-Bretagne où la destruction des tentatives d'infiltration de l'Abwehr avait été systématique et où le trafic radio était strictement contrôlé... ce que l'Abwehr savait.

En dépit de ces obstacles majeurs, l'IS (MI5) prétend avoir pu faire parvenir à l'adversaire des renseignements " recueillis " entre mars et juin 1944 sur les rares espions infiltrés par l'Abwehr et " retournés " par nos amis. S'il a réellement existé, ce moyen d'intoxication n'a pu être qu'occasionnel... et bénéficier d'un certain aveuglement de l'Abwehr, mal en point il est vrai en ce début de 1944.

Deux semaines après le jour J, Fortitude avait rempli la mission fixée par Eisenhower. Les messages décryptés de la Wehrmacht montraient encore, après le 20 juin 1944, l'incertitude du Commandement allemand et Oshima avisait Tokyo le 27 juin 1944 du " prochain débarquement de Patton "...

Dix Ans dans les prisons soviétiques - Rencontre avec le General OBERST RUDOLPH SCHMIDT

Category: Affaire Hans Thilo Schmidt, Europe de l'Est, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

LES SOUVENIRS DE LUCIEN GOUAZÉ

Entre l'eau alourdie des orages prochains Et le ciel triste où s'attarde le cri Des goélands marins qui sentent le carnage, Seul, impuissant, vaincu, enchaîné à l'avant D'une sanglante galère, Un homme de chez nous, un homme d'aujourd'hui, Un soldat, un ami, un frère, Minute après minute, en attendant la mort Compte le temps. *Prison de Kiev, 1952.*

Ainsi se termine le recueil de Poèmes en sous-sol que notre camarade Lucien Gouazé écrivit durant ses dix années de détention dans les prisons soviétiques.

Dans la présentation de ce recueil — qu'il a bien voulu dédier à l'A.A.S.S.D.N., Gouazé résume ainsi ce que fut sa misérable existence

Ces « poèmes » ont une histoire : la mienne durant les quelques dix années les plus sombres de ma vie — une vie pourtant riche en aventures et partant et mécomptes ! Septembre 48-mars 58, cela fait presque dix ans et un long, très long voyage dans les sous-sols du Goulag. De ce « Goulag » au sens convenu et désormais habituel du terme (ensemble des camps de travail soviétiques), depuis Soljenitsyne et tant d'autres : revenant ou dissidents, on n'ignore plus grand-chose. Mais des « sous-sols » du Goulag, ces prisons secrètes, quasi hermétiques où s'exprimait pleinement le génie de Staline, a-t-on suffisamment parlé et écrit? Me référant à mes seules expériences : épreuves traversées, moments douloureusement vécus, lieux de « séjours » plus ou moins prolongés,

je pourrai citer parmi ces sous-sols, et successivement — dans l'ordre à la fois du temps et de l'espace :

Les geôles militaires de Baden-Hei-Wien, la prison du M.V.D. de Kiev, les cellules compressées de la célèbre Ljoubjanka à Moscou et enfin pour l'absolu repos du combattant à genoux : l'Isolateur politique (Politolator) de Vladimir, à quelques 180 km au N.-O. de Moscou, où j'ai passé la meilleure part de ma détention : un peu plus de sept ans.

Je dis bien la meilleure part — sans euphémisme ni ironie. Là, en effet, après des saisons d'isolement total et tatillon, je retrouvais enfin d'autres hommes — des compagnons avec qui rompre le pain, confronter ma misère à la leur et partager, de temps à autre, la même folle espérance de libération.

Mais là aussi, dans cette solitude partiellement rompue des cellules pour quatre, huit, douze, voire vingt ou vingt-cinq détenus, la règle s'humanise. Des livres, surtout en russe mais aussi en allemand, anglais et français, circulant dans la prison sous le contrôle vigilant (un message est si vite passé!) d'une bibliothécaire assermentée.

Mieux encore, quelques porte-plumes par cellule et de l'encre d'écolier sont à notre disposition. Le tirage au sort décide de l'ordre d'attribution entre détenus et de la durée de celle-ci.

Grâce à cet « écritoire », deux ou trois fois la semaine et les quelques feuilles de papier mendrées ici et là, aurait pu s'achever, pour moi, l'effort, résolu dès les premiers jours de ma captivité, de fixer mes pensées, mes impressions par le souvenir écrit — volonté de mémoriser à tout prix mon destin, douloureuse certes mais libératrice, qui m'arrache aux fantasmes suicidaires du désespoir, à l'abrupte réalité des murs et des barreaux et par-dessus tout à la

stagnation du temps à ce présent figé qui n'en finit pas de broyer l'homme au creuset de sa solitude. Aurait pu s'achever... C'était compter sans les fouilles réglementaires et toujours imprévues entraînant, selon l'humeur du chef de la prison, soit un coup d'oeil rapide sur nos papiers, soit une rafle générale de tous les écrits — par définition suspects. C'était compter surtout sans les mises en route brutales pour quelque destination inconnue — le voyageur plus que jamais sans bagage abandonnant derrière lui le moindre bout de papier.

RENCONTRE AVEC LE GENERAL RUDOLPH SCHMIDT Dans son livre « [Notre espion chez Hitler](#) » , le Colonel Paul Paillole expose l'importance exceptionnelle des renseignements politiques et militaires recueillis par l'agent n° 1 de notre S.R., Hans Thilo Schmidt, entre 1933 et 1940. Frère du Général d'Armée blindée Rudolph Schmidt, rival du fameux Guderian, notre agent recueillait ses confidences, pillait sans vergogne ses secrets, trahissait sa confiance. Arrêté par l'Abwehr en 1943, Hans Thilo Schmidt provoqua la disgrâce de son frère, pourtant l'un des généraux favoris de Hitler et nanti d'un prestigieux commandement sur le front russe. Devant l'ampleur de la trahison de l'un de ses hauts fonctionnaires et dignitaire du Parti, devant l'extrême gravité de la sanction impliquée par le Führer à un Chef d'Armée de grande et respectable réputation, le III° Reich et maintenant la R.F.A., ont imposé une règle absolue de silence sur cette affaire d'espionnage sans précédent. Il y va, semble-t-il, de l'honneur de l'Allemagne! Limogé, le Général Rudolf Schmidt s'était retiré à Weimar, mortifié, amer. Il s'efforçait de cacher à son entourage les vraies raisons de sa disgrâce. Pourtant son calvaire n'était pas achevé. Accusé à Nuremberg, par les Soviets d'avoir toléré en Ukraine des sévices contre la population civile et les prisonniers, il fut arrêté en 1947 et transféré en Russie. Par un hasard extraordinaire il va rencontrer en prison notre camarade Gouazé qui ignore tout des circonstances qui ont provoqué l'effacement du Général Schmidt et son arrestation par les Soviets.

Il nous a semblé intéressant de connaître l'opinion de Gouazé sur ce Grand Chef de la Wehrmacht et de savoir comment celui-ci expliquait sa situation .

Voici le récit de notre camarade :

Je dois préciser qu'avant 1950, je ne connaissais du Général Rudolf Schmidt que le nom — un nom parmi ceux des maréchaux et généraux du Reich qui combattirent sur le front russe en 1941 et 42.

C'est en 1950, entre le 23 février et le 1er mars, dans la prison de passage de Kiev, que j'ai fait là connaissance du Général d'Armée Rudolf Schmidt.

Nous sympathisâmes et, au cours de nos conversations, il me précisa qu'en tant qu'ancien Gouverneur Militaire de Stanislav sur le front russe, il avait été arrêté en Allemagne de l'Est, dès 1947 et remis aux Autorités soviétiques d'occupation et qu'il faisait route, selon toute vraisemblance, pour Moscou. Ce n'est que quatre ans plus tard que je reverrai le Général Schmidt, ayant achevé, comme moi-même, entre les murs du « Polit-isolator » de Wladimir, son parcours du combattant sans armes, avec les étapes obligatoires de la Centrale de Kiev et de la célèbre Ljoubianka prison spéciale du Ministère de l'Intérieur à Moscou où il séjourna, autant qu'il me souvienne plus longtemps que moi, donc au moins pendant un an.

En décembre 1954, nous figurons, tous deux sur les états du bâtiments Central — dit Block III

— de la prison de Wladimir, le Général Schmidt à la cellule 17 et moi dans la 45, en compagnie de détenus de différentes nationalités, sauf soviétique : Allemands, Autrichiens, Japonais, Hongrois, Finlandais et Grecs, ex-partisans du Général Markos. Au total, une douzaine de personnes. Ayant ainsi tracé « en gros » le cadre de ma deuxième et durable rencontre avec le Général Rudolf Schmidt, je ne saurais mieux faire que de reproduire ici les lignes que je lui consacre au chapitre X de Polit-Isolator sous le titre chargé d'espérance « Les Trompettes de Jéricho ».

« Enfin, un beau matin, nous est tombé du ciel un autre général , un vrai, celui-là, bien qu'il refuse de se faire appeler par son titre. M. Schmidt comme il persiste à se nommer ne vient pas de bien loin.

Simplement d'une cellule voisine qu'il a longtemps partagée avec le vieux Maréchal Von Kleist, quelques Allemands plutôt falots et un certain Paul, gendarme autrichien au passé immonde. L'odieux personnage, n'ayant plus de Juifs à torturer, s'en était pris aux deux vieillards. Pour commencer, il avait terrorisé Von Kleist, de manière si efficace, que sa victime, moralement brisée, devait expirer quelques mois plus tard à l'hôpital. Il s'attaqua ensuite au général Schmidt — sous prétexte que le vieil officier était né de mère anglaise . Au bout de plusieurs semaines d'incessantes bagarres, Schmidt, écoeuré, sollicita son transfert. Ce fut ainsi qu'il échoua parmi nous. Dès le premier jour, il se révèle un merveilleux compagnon. Cet homme qui, dans sa vie, n'eut pas d'enfant, possède l'art touchant d'être grand-père. Il économise sur sa propre nourriture afin de pouvoir aider les voraces imprévoyants que nous sommes, surtout aux heures difficiles de la soudure quand, du dernier colis il ne reste que la ficelle. Un grand-père qui sait également d'extraordinaires histoires : trois fois par semaine, entre sept et neuf, il nous a raconté les campagnes qu'il a faites, souvent conduites parfois gagnées, parfois perdues. Pologne, Hollande, France, Russie — c'est l'Europe entière, en armes et en sang, qui défile devant nous.

Le Général d'Armée Schmidt, un ancien de l'armée impériale, puis celle de la Weimar, professeur à l'École de Guerre, stratège et tacticien de valeur, n'obtint jamais son bâton de maréchal. Et pour cause, puisque, sous le IIIe Reich comme auparavant, il prétendait ne point cacher ses sentiments.

En 1940, il osa dire son fait à Goering, lors du bombardement sauvage et inutile de Rotterdam. En 1942, de ce front central dont il assurait la défense à la charnière à Voroniej, il écrivait à un ami berlinois : « Le Führer se prend pour Bonaparte. C'est son droit; le nôtre est d'admettre qu'il existe une différence entre un caporal et un brillant officier du génie sortie de l'école de Brienne. ». Le hasard voulu que cette lettre tombât entre les mains du Maréchal Keitel, son ennemi personnel, qui obtint facilement son rappel du front et sa mise à la retraite anticipée.

La guerre terminée, le destin, décidément malveillant, devait lui réserver encore un mauvais tour. Considéré comme hors de cause par les tribunaux militaires alliés, Schmidt, en 1947, se fit arrêter par les autorités de l'Allemagne de l'Est, lesquelles, sans doute au nom de cette souveraineté nationale qu'elles prétendaient représenter... le remirent aux Russes. Aujourd'hui, à soixante-sept ans avec tout son passé d'honnête homme derrière lui Schmidt prend ses malheurs en philosophe. Il n'a vraiment que deux regrets celui de n'avoir pu agir contre la folie nazie qui souilla son pays et celui d'être probablement condamné à mourir en terre étrangère. — Crever en pays russe, sans la consolation d'y être tombé en combattant quel

abominable destin! Cette pensée le tourmente; dans nos conversations, à l'heure de la promenade, elle revient comme une rengaine. Ému, je proteste avec force : — Ce n'est pas ici que vous fermerez les yeux, monsieur Schmidt. J'en suis convaincu. Au fond, je ne suis évidemment sûr de rien. Mais pour lui comme pour moi-même, je veux, je dois croire en la Justice — sinon celle des hommes, du moins celle du Ciel. D'ailleurs, même dans notre univers hermétique, quelque chose a bougé et la prison tout entière est parcourue de frémissements. On perçoit déjà dans le lointain l'appel libérateur des Trompettes de Jéricho. Demain ou après demain, enfin un jour ou l'autre, s'écrouleront les murs de la « Maison des morts » et les chaînes tomberont de nos mains. De toute manière, en ce qui concerne le Général Schmidt, je ne me suis pas trompé : libéré en 1955, il mourra, un an plus tard, à Krefeld, en terre allemande.

En déportation avec Michel Garder (2)

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Guerre d'Indochine
(1946-1954),Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

La déportation : itinéraire de l'insoutenable

Un mois d'interrogatoires en cellule, avenue Foch, cinq mois au secret à Fresnes, précédent son transfert au camp de Royal Lieu à Compiègne. Là, selon le jeu des arrivées et des départs, de 500 à 3.000 prisonniers désœuvrés arpentent à longueur de journée l'immense place d'appel de cette ancienne caserne française.

Vêtements sales, informes, souvent déchirés et maculés de sang. Pied, main ou tête bandée, bras en écharpe, claudiquant ou boitant ou soutenus par leurs camarades, beaucoup ne sont pas encore remis des tortures subies pendant leurs interrogatoires.

Hormis leur présence aux miradors et aux deux appels journaliers, les Allemands n'apparaissent pas, laissant aux détenus l'administration intérieure du camp. Limitée à l'enceinte des barbelés électrifiés, une liberté relative y règne : des prêtres servent la messe, des conférenciers s'y distinguent, une troupe théâtrale d'amateurs s'y produit.

A l'occasion d'une représentation, j'ai vu Michel Garder pour la première fois. Il s'agissait d'une revue ; avec un partenaire, il parodiait le duo de Carmen à la manière de Charpini et Brancato avec une aisance telle qu'elle ne correspondait pas au personnage que j'allais bientôt connaître...

Au matin du 27 avril, comprimés, debout, à cent et plus par wagon à bestiaux, avec 1.700 camarades, résistants pour la plupart, il prend en gare de Compiègne, le chemin de la déportation. Les gardes ont prévenu : " une tentative d'évasion et vous serez tassés à 200 par wagon ; une évasion réussie 10 fusillés dans le wagon ; deux évasions réussies tout le wagon fusillé ".

Malgré cette menace, pas un wagon qui, le premier jour ne connaisse une tentative. Dans celui où il se trouve, que les crosses commencent à fourrager, le drame est évité de justesse grâce à son sang-froid, à sa présence d'esprit et à sa parfaite connaissance de l'allemand. " C'est intolérable, proteste-t-il dans cette langue, personne ne veut être fusillé pour une tentative d'évasion qui remonte au convoi précédent. Je suis père de famille, je me porte garant de mes camarades, s'il arrive quelque chose, fusillez-moi d'abord " .

Sa voix porte l'argument qui clôt l'incident ! Suivent quatre jours et trois nuits d'apocalypse où chaque wagon paie son lourd tribut de fous et de cadavres, une centaine au total, avant que les portes ne coulissent avec fracas sur l'enfer aboyant et vociférant d'Auschwitz.

Des jambes vacillent, des gummis s'abattent, des fous déchaînés courent en tout sens, des coups de feu claquent, des hommes tombent... Quelques heures plus tard, le matricule tatoué sur l'avant-bras gauche fournira le surnom à ce convoi dit " des Tatoués " qui stagne deux semaines dans l'univers aux relents de chair grillée de Birkenau.

A son départ pour Buchenwald, il laisse une centaine de morts. Polyglotte remarqué par le leader syndicaliste Marcel Paul, Michel Garder récusera à Buchenwald une position privilégiée dans l'administration intérieure coiffée par les rouges allemands. Elle l'aurait amené, lui, anticommuniste viscéral, à filtrer les communistes à l'arrivée des convois des diverses nationalités afin de leur réserver les postes ou les Kommandos les plus propices à l'action clandestine.

Son refus entraîne son envoi immédiat au camp d'extermination de Flossenburg d'où il est expédié 12 jours plus tard avec 191 de ses camarades de convoi dans une fabrique de fuselages de Messerschmitt 109 à Flôha en Basse-Saxe.

Dans ce Kommando peuplé de quelques centaines de Slaves, en majorité russes, Michel Garder devient aussitôt l'interprète privilégié du Commandant S.S. ainsi que le chef moral reconnu des Français et bientôt des autres ethnies.

Sa personnalité en impose à tous comme force l'admiration sa virtuosité à passer d'une langue à l'autre. Le contact permanent avec les Russes, le comportement stoïque de leurs officiers, réveillent en lui la légitime fierté de ses origines.

Elle transparait lors des pendaisons dont à Flôha, les Soviétiques sont les seules victimes. De voir finir si courageusement, d'une mort aussi atroce, ces moins de vingt ans, le laisse sans voix alors qu'il doit lire la condamnation de chaque supplicié dans les trois langues parlées au Kommando.

Le Commandant S.S. ne manque pas de le rappeler à l'ordre. Le rituel est sinistre...

Les exécutions ont lieu à la tombée de la nuit, à la lueur bleuâtre des projecteurs aux verres teintés, devant tout le Kommando, malades compris, rassemblés dans la cour de l'usine. Les scènes sont atroces. Dans les rangs, nous cherchons à fermer les yeux mais les Kapos veillent à ce que chacun ait le regard rivé à la potence.

Ceci étant, interprète unique, Michel Garder arpente à longueur de journées les ateliers, appelé à tous moments afin d'éclairer les nombreux incidents que le barrage de la langue rend

généralement plus dramatiques.

Le soir, après l'appel, il continue de régler, cette fois entre détenus, les problèmes d'incompréhension qui sans cesse les opposent les uns aux autres. Ainsi absorbé par sa fonction qui à l'égal des Kapos le place à l'abri du travail, de la fatigue, de la faim et des coups, on pourrait le croire résigné à son sort de prisonnier privilégié.

Ce n'est pas le cas : sous son masque impénétrable, l'évasion hante son esprit. Il ne l'envisageait cependant pas en solitaire, mais avec son vieux compagnon du 11^e cuirassiers Christian Leninger, retrouvé depuis Compiègne, lequel, handicapé pour plusieurs mois avec une fracture du bassin, s'est désisté.

L'idée obsessionnelle l'étouffant chaque jour davantage, il s'était mis en quête de remplacer son ami ; son choix se portait sur un officier de réserve habité de la farouche détermination de ne pas crever sous l'uniforme bagnard. Tous deux animés d'une semblable motivation étaient convenus de la date du 11 novembre, d'autant qu'avec un été de la Saint-Martin se prolongeant au-delà de toute espérance, les conditions climatiques s'avéraient des plus favorables.

Michel Garder s'était lancé discrètement à la recherche du minimum indispensable à la réussite de leur plan et profitant de sa fonction, avait observé les allées et venues nocturnes des kapos et noté minutieusement les heures de relèves des différentes factions de garde.

Ce matin du 10 novembre, stupeur : le paysage est blanc comme un linceul, et de gros flocons tombent. Convaincus que la neige effacera leurs traces de pas et neutralisera le flair des chiens qui seront lancés à leurs trousses, les deux hommes décident de ne pas renoncer à l'évasion projetée la nuit même.

En fait, rien ne pourrait les dissuader de marquer par un coup de maître cette date symbole que représente le 11 novembre.

L'évasion : rien ne se déroule comme prévu Une sentinelle mal assommée leur tire dessus sans les toucher alors qu'ils sortent de l'usine. Un schupo les prend aussitôt en chasse mais, les voyant quitter la route pour continuer à travers les jardins enneigés, abandonne la poursuite.

L'usine s'illumine, l'alarme sonne, ils forcent l'allure, mais la malchance les poursuit. En sautant une haie, Michel laisse une jambe de pantalon accrochée aux barbelés et se retrouve dans l'eau avec son compagnon. Ils n'avaient pas soupçonné la rivière qu'ils franchissent à la nage.

Trempés jusqu'à la moelle des os, ils progressent toute la nuit en claquant des dents, sous la neige qui tombe, épaisse et lourde. Au petit matin, alors que Michel commence à ressentir les effets de l'enveloppe humide et glacée qui le recouvre, Robert Bonnaud, dont les poumons sifflent horriblement, n'en peut visiblement plus. Pourtant, il s'obstine jusqu'à l'inéluctable : " Essaie de passer seul, avec moi, tu n'y parviendras pas. En France va seulement voir ma femme pour lui dire que je suis mort courageusement ".

Michel tente de le porter mais ne tient qu'une centaine de mètres. La neige cesse enfin de tomber, il distingue une grande bâtisse à l'orée de la forêt. " Robert, regardes, tu as une

chance sur mille qu'ils te cachent, mais si tu retournes au camp, colle-moi tout sur le dos, d'ici là, trop de kilomètres nous sépareront pour qu'ils puissent me rattraper " .

Les deux hommes tombent dans les bras l'un de l'autre et se séparent sans un mot. Robert Bonnaud sort péniblement du bois et s'avance lentement à découvert. Ses pas deviennent de plus en plus chancelants. il s'accroche désespérément.

Plus qu'une cinquantaine de mètres, lorsque soudain des coups de feu claquent. Un instant surpris, il se redresse de ses dernières forces comme pour montrer au tireur son mépris de la mort. Derrière le muret de clôture de sa propriété, le fermier nazi presse à nouveau sur la gâchette pour le coup de grâce.

Dans les sous-bois, Michel Garder ploie sous les paquets de neige glacée que les coups de vent décollent des branches. Il marche toute la journée, il marche toute la nuit. Au petit jour, grelottant de froid, les membres brisés, cruellement tenaillé par la faim, il aperçoit à la lisière du bois fumer la cheminée d'une paisible chaumière.

La tête vide, il s'y dirige tel un automate. Devant la porte, il reste comme paralysé, conscient que sa vie va se jouer derrière ce battant... La veille, après une nuit agitée passée au garde-à-vous à subir imprécations et coups en représailles de leurs deux camarades évadés, et la journée de travail à la suite, les Français du Kommando Flôha avaient tristement défilé devant la dépouille mortelle de Robert Bonnaud.

Ce soir Michel est là, en haillons, ficelé à un poteau donnant une leçon de courage et de dignité à ses camarades, vingt-cinq coups de gummi schlagués venant de lui briser les reins. Malgré l'interdiction de l'approcher, Christian Leininger le change de vêtements, le docteur Russe lui prodigue quelques soins et, bien que privé de nourriture, n'aura jamais eu autant de pain, chacun détachant un morceau de sa ration pour la lui donner.

Le lendemain, le tailleur coud les disques rouges des évadés sur son uniforme et il rejoint le Transport Kommando dans l'attente de son jugement. Ce Kommando disciplinaire fort d'une quinzaine d'hommes, manutentionne à longueur de journée des carlingues de plus d'une tonne soit 70 kilos de charge par tête.

Dans de telles conditions, la durée de vie moyenne d'un disciplinaire n'excède guère deux ou trois mois car il ne bénéficie que de quelques 50 grammes de viande bouillie en supplément de la déjà trop faible ration réglementaire : 250/350 grammes de pain noir gavé d'eau, 20 grammes de confiture ou de margarine synthétique, 1 litre 1/4 d'eau chaude en 2 fois - l'une teintée de café le matin, l'autre baptisée soupe le soir.

A ce régime, la faim torture, les réserves musculaires fondent car il faut assurer quinze heures de travail d'affilée, plus cinq heures d'attente debout aux distributions, garde-à-vous aux appels. Il n'en reste donc que quatre ou cinq de repos par jour. Repos relatif, allongé sur une planche de bois, à étouffer, sans air, sous les combles de l'usine, à tressauter sous les piqûres des centaines de poux dont nos corps sont envahis. Et bientôt à grelotter avec une chemise sans col, une veste, un pantalon, un béret en drap rayé léger et pieds nus dans des claquettes fugitives confronté aux rigueurs de l'hiver allemand.

En cette fin 1944, après 7 mois de Kommando, les Français de Flôha, jusque là épargnés,

commencent à compter une quinzaine de morts. En janvier 1945, après l'échec de l'offensive des Ardennes, la discipline se durcit, les pendants reprennent. Privée des ressources des pays occupés et réduite à ses fonctions d'avant 1939, l'Allemagne doit vivre sur elle-même.

A Flôha, les rations alimentaires diminuent de moitié alors que les alertes aériennes nocturnes mordent sur le temps de repos sans réduire celui de travail. En février, dysentériques et tuberculeux, trop nombreux, ne sont plus acceptés à l'infirmierie faute de place et de médicaments. Les rangs s'éclaircissent chaque jour davantage.

En mars, sous la poussée vers l'Est des Forces anglo-américaines et le bond vers l'Ouest des armées soviétiques, les fronts se resserrent. Camps et Kommandos proches de la zone des combats se vident en catastrophe ; blessés et malades étant abandonnés sur place à leur propre sort, quand ils ne sont pas exterminés au lance-flammes.

Les évacuations, véritables " marches de la mort ", s'exécutent au travers d'un pays dévasté par les bombes sous la direction de bourreaux ne cherchant qu'à fuir, pénétrés du sentiment confus et contradictoire que les détenus vivants leur servent de caution alors que la lenteur de leur marche les empêche d'échapper à l'ennemi : d'où l'exécution systématique de tous les traînants.

La fin du calvaire En avril 1945, mois le plus terrible de la déportation, les S.S. se hâtent de tuer le plus possible, pas un détenu vivant ne devant tomber aux mains de l'ennemi. Le 11 avril, en fin d'après-midi, trois officiers russes, certains que les S.S. vont les liquider, invitent Michel Garder, toujours en attente d'un verdict probablement fatal, à se joindre à eux pour tenter l'évasion le soir même.

Cette nouvelle tentative rate. Les quatre lieutenants promis à la pendaison, subissent sans une plainte, devant les détenus rassemblés, les vingt-cinq coups réglementaires sauvagement appliqués par le Kapo chef en présence du Commandant S.S. Suprême raffinement de cruauté, chaque coup pour être valable, doit être compté en allemand et à haute voix par le supplicié.

Deux jours plus tard, l'évacuation précipitée du Kommando devant l'arrivée imminente des troupes américaines, les sauve de la corde. Dès le départ, les traînants retardent la marche de la colonne, retard que ne font qu'aggraver les coups de crosse mortels généreusement distribués.

Au matin de la deuxième journée, à l'attaque des premiers contreforts de l'Hergebirge, ils sont si nombreux que le Commandant S.S. décide de les faire transporter par un camion qu'il réquisitionne en cours de route. Au soir de cette étape, dans la cour de la ferme choisie pour la nuit, tandis que le personnel agricole aménage hâtivement la grange qui va abriter les détenus, le camion qui véhiculait les malades vient se ranger près des chariots d'intendance où Michel Garder et Christian Leininger attendent des directives.

Seuls descendent du véhicule les S.S. qui transbordent eux-mêmes une cinquantaine de couvertures grises dans l'un des chariots. Troublé Michel Garder interpelle le chauffeur, un territorial enrôlé de force dans la S.S. La voix du vieux soldat se brise : " Alles Kaputt ". Un instant pétrifiés (52 prisonniers ont été assassinés parmi lesquels 23 de leur compatriotes) les deux Français se reprennent : " Tu es complice d'un crime monstrueux ! Tes camarades sont-ils conscients de leur part de responsabilité dans ce massacre ? L'autre répond, fataliste : " Les

S.S. obéissent sans discuter, quant aux enrôlés de force, ils se posent des questions “.

” En tout cas, rétorque Christian, Américains ou Russes ne perdront pas leur temps à vous trier : vous serez tous fusillés ! ” Le S.S. malgré lui accuse le coup. ” Si vous n’êtes pas là qui saura que j’étais un S.S. ? ” Une idée géniale traverse l’esprit de Michel Garder. ” Si tu avais du papier et un crayon, nous te ferions une attestation en anglais, en français et en russe, signée des deux officiers français que nous sommes, certifiant que tu es un S.S. forcé et que tu voulais nous faire évader.

Tous les gardes qui s’engageront sur l’honneur à refuser d’exécuter tout détenu quel qu’il soit recevra le même certificat. Il n’y aura plus de fusillade généralisée, mais en queue de colonne, les rafales tragiques mettant fin au supplice de centaines de pauvres vies persisteront encore de longues journées avant de diminuer d’intensité.

Le 7 mai, lorsque l’escorte S.S. et son chef s’évaporeront dans la nature, ne subsisteront guère plus d’une moitié, en triste état pour la plupart, des 700 hommes partis trois semaines plus tôt de Flöha...

Libéré par les Américains le 8 mai 1945, Michel Garder ne s’attarde pas en convalescence, l’union brinquebalante qu’il avait contractée en 1941 ne résistant pas à la perte douloureuse de son jeune fils Victor, frappé par une méningite foudroyante.

Le retour à la vie Six semaines plus tard, il rejoint l’État-Major des troupes d’occupation en Allemagne puis réintègre la ” Piscine ” au début 1946.

En cette période trouble de la guerre des Services Spéciaux, il crée l’antenne de Berlin et participe activement à l’évasion d’Otto Skorzeny, l’as allemand des coups de mains impossibles, action peu appréciée en haut lieu.

Son second mariage, heureux cette fois, avec une jeune veuve russe, mère d’une fille restée derrière le rideau de fer, lui ferme les portes du S.D.E.C.E. en 1950. Dès lors, sa carrière militaire colle aux événements qui bouleversent notre pays : l’Indochine, à la glorieuse 13eme D.B.L.E. où en quelques mois il apprend suffisamment de vietnamien pour se lancer dans la guerre subversive, puis en Algérie comme officier de renseignements, enfin professeur de russe à l’École Inter-Armes de Coëtquidan.

D’ennui, il prépare l’École Supérieure de Guerre. Reçu en 1956, il en sort en 1958 pour occuper le poste de Chef Adjoint du Bloc soviétique au Secrétariat Général de la Défense Nationale, qu’il cumule avec celui de conférencier permanent de l’enseignement militaire supérieur à l’Institut des Hautes Études de la Défense Nationale.

Lieutenant-Colonel n’ayant plus rien à espérer de l’armée, il prend une retraite anticipée en 1964 pour se consacrer entièrement à des travaux historiques. Il signera une douzaine d’ouvrages traitant tous du communisme ou de sa patrie d’origine. Deux d’entre eux connaissent un certain retentissement. L’un ” Une guerre pas comme les autres ” sur le conflit germano-soviétique, obtient le prix d’Histoire Broquette Godin décerné par l’Académie Française, l’autre ” L’Agonie du Régime en Union Soviétique “, prémonitoire, lui vaut une lettre de félicitations du Général de Gaulle.

Il est également conseiller de l'Institut Français d'Études Stratégiques du Général Beaufre, assure la chronique régulière que consacre la revue E.S.O.P.E. au monde soviétique et dispense les nombreuses conférences qui en découlent, en France, en Allemagne, en Angleterre, au Canada et aux États-Unis.

Par ailleurs, fidèle à son passé, il se consacre en tant que secrétaire général adjoint au bulletin trimestriel de notre association où il retrouve comme Président son ancien chef, le Colonel Paul Paillole à qui il voue une profonde admiration et une telle affection qu'il le considère comme un père spirituel.

Il préside aussi l'association des anciens du 11^e cuirassier, si cher à son cœur, et ne manque jamais la réunion annuelle des rescapés de Flöha auxquels le lie une solide amitié.

Ce n'est pas tout, il assume son engagement maçonnique datant de 1956, à la Respectable Loge de Symbolique Astrée travaillant en langue russe, où il se hissera aux plus hauts degrés.

A l'analyse poste par poste des écrits qu'il nous a laissés, on reste confondu par cette activité débordante qu'il a toujours déployée sans jamais la ralentir. Des nombreuses conversations que j'aie eues avec lui au cours des dix dernières années de son existence, de temps à autre, perçait l'esquisse d'une confiance ! Je crois que sa vie active menée au pas de charge lui avait permis de surmonter les deuils les plus cruels, comme sa vie d'intellectuel, conduite elle aussi tambour battant, lui avait fait dépasser les déceptions de sa carrière.

L'âge venant, il continuait à puiser dans cette dépense d'énergie qui le caractérisait, un dérivatif à cette obsession de retrouver un jour sa mère patrie dont l'image sans cesse embellie par le temps, le hantait...

Il avait décidé de ne rentrer en Russie qu'à deux conditions : la fin du communisme et une invitation officielle russe. Il aura l'ultime bonheur de les voir se réaliser le 3 septembre 1992. A Moscou c'est l'apothéose, il doit dominer la terrible émotion qui l'étreint au moment de parler devant plus de 300 personnalités russes. A Saint-Petersbourg, c'est le bouleversant pèlerinage, la maison natale de sa mère, le quartier où elle a vécu, où elle a connu son père, l'église où elle s'est mariée. Trois jours durant, il revit cette Sainte Russie dont il rêve depuis cette aube glaciale de février 1920... Il se revoit avec sa petite famille à la coupée du destroyer qui va lever l'ancre. Il voit les grandes personnes agiter leur mouchoir, le très vieux général sangloter " Adieu Russie ". Il voit sa mère, très amaigrie et l'entend, comme se parlant à elle même, murmurer " nous reviendrons bientôt, après la victoire ".

Poignant raccourci ! 72 années le séparent de cette prédiction qu'il est seul, bien seul, à voir se concrétiser, malgré la présence de sa chère épouse à son côté... Comme si en réalisant son rêve s'était brisé le ressort qui tendait son énergie, il ne survivra que huit mois, à ce moment sans aucun doute le plus fort de son existence.

Pas plus que d'analyser son oeuvre, il n'était dans mon propos d'évoquer la personnalité complexe du Colonel Michel Garder. Ma conclusion sera donc brève : Homme d'exception, il a marqué ceux qui l'ont accompagné dans l'une ou l'autre des différentes étapes de son parcours.

Partout où il passait, il se hissait au premier plan. J'en veux pour preuve que, depuis sa

disparition, les assemblées générales annuelles des associations dans lesquelles il militait nous paraissent incomplètes, faute des traditionnels exposés sur l'évolution et les perspectives de la situation mondiale, exposés auxquels nous nous étions tellement habitués...

Quant à moi, ancien du Kommando de Flöha, l'ayant régulièrement pratiqué depuis la lointaine époque de Royal-Lieu, j'avoue humblement penser à lui encore bien souvent...

Congres de Lyon 1998 -Lettre de Henri Amoureux

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Mon Colonel, (*Ndlr : P. Paillole*) En vous écoutant ce matin à l'Hôtel de Ville un mot m'est venu à l'esprit, il a vous surprendre peut-être, c'est le mot " rafraîchissant ". J'ai pensé qu'aujourd'hui, avec vous, nous sortions des miasmes de la politique, de tout ce qui fait le quotidien souvent nauséabond. C'est pourquoi avec vous j'ai l'impression de vivre une cure de rafraîchissement en compagnie des hommes et des femmes qui n'ont jamais cessé d'être ce qu'ils étaient en 1940 et dans les années suivantes, lors d'un désastre dont nous porterons toujours le poids, dont l'Europe portera le poids.

Nous oublions trop, en effet, que 1940 constitue l'une des grandes fractures du siècle ; il y a eu 1917 et la révolution bolcheviste, 1940, drame pour l'Europe entière, 1989 et la fin, sinon du communisme du moins du communisme bolcheviste de Moscou.

1940 aura marqué la fin de la puissance politique de l'Europe car aujourd'hui il n'est pas concevable qu'un problème important, sur les rives de la Méditerranée... ou ailleurs, soit réglé autrement qu'à Washington et que par Washington, ce qui n'aurait pas été le cas avant la Deuxième Guerre Mondiale.

Cette montée en puissance rapide des États-Unis, conséquence de l'affaiblissement considérable de l'Europe, est le résultat du grand désastre de 1940.

Un désastre raconté aujourd'hui comme si le transistor, la télévision, internet, avaient existé en 1940 !

Un désastre dont on parle en oubliant les millions de fuyards sur les routes ; les deux millions de prisonniers, le drame de notre armée battue, cette armée dont les journaux écrivaient, après le défilé du 14 juillet 1939 qu'elle était irrésistible ! Un an après il n'en restait que la petite armée d'armistice : cent mille hommes en zone non occupée. Des hommes cependant allaient répondre les uns à l'appel du Général de Gaulle, les autres à l'appel de leur conscience, de leur coeur ou à celui de leurs traditions familiales ou militaires. Ils étaient

minoritaires ?

La résistance à ses débuts ? Une addition de solitudes et une addition de solitaires. Des solitaires qui n'ont aucune ambition politique, qui ne jouent aucun jeu politique et qui ne misent rien ni sur le rouge ni sur le noir.

C'est ce qui fait leur grandeur, leur héroïsme. Ce désintéressement mérite d'être rappelé aux garçons et aux filles d'aujourd'hui qui n'ont, fort heureusement, à l'horizon aucune perspective de guerre, de conflit mondial.

Le monde a ainsi changé : alors que la France a eu des ennemis presque héréditaires (la maison d'Autriche, l'Angleterre, l'Allemagne), la voici en paix avec tous ses voisins.

Votre courage mon Colonel, Mesdames et Messieurs, a été d'aller à contre courant quand tout le monde disait et croyait que la France était battue, que sur les routes fuyaient neuf millions de personnes dont le premier souci, après l'armistice, fut de retrouver la famille dispersée, les enfants perdus.

Dans les journaux de l'époque il y a ainsi des pleines pages d'annonces de recherches de femmes, d'enfants. J'ai même retrouvé une annonce stupéfiante par laquelle un général recherchait sa division perdue.

Cela fait rire aujourd'hui, mais cela n'était nullement risible à l'époque puisque c'était le signe de la rapidité avec laquelle l'État, l'armée, le pouvoir, tout s'était effondré.

Oui, ces premiers mois ont été terribles car il a fallu continuer à espérer et à se battre dans l'absolu de l'ignorance, de l'incertitude, des drames qui se succédaient et atteignaient une France abandonnée, il faut le rappeler, par le monde entier.

Au cours d'une émission de Jean-Marie Cavada, on a pu entendre M. Paxton dire : " Les Français auraient dû être plus courageux en juillet 40 ". Je lui répondis que juillet succède à juin et qu'aux appels désespérés du gouvernement français, de M. Paul Reynaud, Président du Conseil, demandant au Président Roosevelt non pas de déclarer la guerre mais de dire que les États-Unis entreraient un jour en guerre, le Président Roosevelt répondit par la négative car cinq mois plus tard se déroulaient les élections présidentielles américaines, qu'il était candidat et qu'il avait promis aux femmes américaines de ne pas envoyer leurs fils de l'autre côté de l'Atlantique.

Abandonnés par les États-Unis, menacés par le pacte germano-soviétique dont on ne parle pratiquement plus alors que, laissant les mains libres à l'Allemagne à l'Est, il permit à Hitler d'évacuer le souci d'une bataille sur deux fronts ; délaissés par l'Angleterre qui ne nous a pas considérablement aidés à la mesure de sa puissance (elle n'avait que dix divisions sur le sol français en 1940 alors qu'en 1916 elle en avait soixante), nous nous sommes trouvés en mai et juin 1940 dans une solitude totale.

Grand choc de la défaite, choc de l'exode, choc de la capture de 2 millions de prisonniers. Ces hommes avaient des familles, des femmes.

Dois-je rappeler qu'il a fallu attendre octobre 40 pour connaître le sort réservé à la moitié de

ces prisonniers.

Cette complexité de la vie quotidienne et de l'histoire faite non par les généraux ou les chefs d'État mais, dans les heures dramatiques, par le peuple, j'ai essayé de la reconstituer non pas avec objectivité, mot journalistique, non pas en prétendant à la " vérité " car il y a autant de vérités que d'hommes et de femmes mais avec pudeur et modestie, en essayant de faire comprendre, qu'il y eut une suite d'évolutions et que 1940 ne ressemble pas à 1941 qui ne ressemble pas à 1942 ainsi jusqu'en 1945...

Je ne suis pas partisan du noir et du blanc. Le ciel n'est pas bleu ou noir tous les jours, il y a des nuages et ce sont ces nuages qu'il faut essayer de capter, de refléter par l'écriture. Si j'ai écrit tant de livres, c'est bien pour essayer de faire comprendre les évolutions des Français.

Quant à vous, Mesdames et Messieurs, votre rôle était d'autant plus difficile que vous n'étiez pas de ceux qui pouviez ou qui vouliez revendiquer votre résistance ; vous n'aviez pas le droit de brandir un drapeau et vous ne politisiez pas votre combat.

Or, à partir de 1942/1943, le combat est devenu bien souvent un combat politique, et ceux qui, comme vous, appartenaient aux Services Spéciaux, ont été pris entre deux grandes forces qui fatalement les laissaient de côté.

C'est ainsi que la bataille de Paris, bataille du peuple a également été, entre communistes et gaullistes, une bataille politique ; pour le pouvoir proche. Cette ambition de pouvoir était parfaitement normale mais elle écartait ceux qui, comme vous, avaient participé à des actions efficaces qu'ils ne pouvaient revendiquer alors même que certains se paraient de l'héroïsme et du sacrifice des morts.

Aujourd'hui le problème est un problème de communication. La mémoire collective retient ceux qui se mettent le plus outrageusement en avant dans les medias. Je n'ai pas, on n'a pas, vous n'avez pas assez parlé de votre action qui, au contraire de celle de beaucoup d'autres, a été une action menée dès les premiers jours de la défaite.

Action difficile et dangereuse puisque il s'agissait de percer les secrets de l'adversaire. L'espionnage et le contre-espionnage sont des métiers, cela s'apprend et lorsque l'on en ignore les règles on court à la catastrophe.

Nous sommes à Lyon; on a souvent parlé du drame de Caluire. A son origine d'abord des négligences graves : 12 ou 13 personnes étaient au courant du rendez-vous, cela en fait certainement 10 de trop. En vérité il existait, dans la résistance, une volonté de parler, de faire savoir, de s'afficher.

Les Polonais, dans la mesure où ils avaient été occupés à trois reprises et où ils l'étaient pour la quatrième fois, avaient tendance à considérer les Français comme manquant de discrétion, comme s'exposant à des risques excessifs en faisant étalage de leurs sentiments. Mais vous, Mesdames et Messieurs, vous avez mené votre action avec passion et efficacité. Il y a une phrase très belle, très juste que cite le Général de Gaulle : " Les raisonnables ont duré, les passionnés ont vécu ".

Vous pourriez la mettre en exergue car vous avez été des passionnés en sachant rester des

raisonnables. Si vous n'aviez pas été des raisonnables votre travail aurait été détruit rapidement par vos adversaires que vous n'avez jamais ni sous-estimés, ni méprisés. Or l'une des grandes erreurs des Français, en 1870, en 1914, en 1940, a été de sous-estimer l'adversaire au lieu de le connaître après l'avoir étudié. Et votre travail à tous a été de connaître l'adversaire.

Il est stupéfiant que les renseignements que vous avez apportés n'aient pas été sérieusement pris en compte et d'abord avant la guerre. Le gouvernement ne pouvait pas dire qu'il ne savait pas, en 1939 il savait et lorsqu'il a déclaré la guerre, vous le savez mieux que moi, mon Colonel, il déclarait une guerre perdue d'avance.

Voici un exemple tristement représentatif de la situation de l'époque : Dans le rapport d'une séance de travail présidée, le 31 mars 1940, par M. Dautry, Ministre de l'Armement, on apprend que le ministre est allé incognito dans une usine d'armement, que nul ne l'a arrêté à l'entrée de l'usine, qu'il est entré librement dans un bureau, a pris des dossiers, est reparti pour Paris et a téléphoné au directeur de cette usine pour lui dire de venir rechercher ces documents. Comment ne pas être atterré ?

Vous, vous connaissiez la force de l'armée allemande, son plan de bataille et personne n'a pris en compte tous les renseignements que vous apportiez, notamment après octobre 1939, sans doute en vertu de ce raisonnement stupide : " les Français ne sont pas des Polonais ". En revanche l'armée allemande de mai 1940 avait tiré les leçons de sa campagne contre la Pologne et, notamment en ce qui concerne les chars, la coopération char-avion, elle était beaucoup plus forte en mai 40 qu'en septembre 1939.

Vous avez été de ceux qui auraient dû permettre au gouvernement de préparer la guerre, de ne pas politiser les problèmes de défense nationale. Quand on pense qu'en 1937-1938 il était interdit de travailler plus de 40 heures par semaine dans les usines de la défense nationale, comment voulez-vous ne pas perdre la guerre alors qu'il y a en face de 41 millions de Français, 80 millions d'Allemands qui eux travaillent 60 à 70 heures dans les usines d'armement ! Comment voulez-vous que le déséquilibre ne soit pas flagrant ?

Le système D cher au coeur des Français ne répare pas des fautes aussi flagrantes que celles-là. Ce qui était sans doute vrai quand les armées marchaient au même pas, à la même vitesse, comme en 1914, ne l'était plus en 1940. Et encore, en 1914 la France aurait été vaincue plus vite qu'en 1940 si les offensives russes qui devaient mal finir, n'avaient pas obligé le haut commandement allemand à retirer des troupes de l'Ouest.

En 1940, l'association des chars et des avions ayant fracassé les lignes de défense nationale, Paul Reynaud d'abord, puis l'assemblée nationale font appel à un vieux Maréchal dont on oublie de rappeler qu'il avait appris les rudiments de latin avec un prêtre qui avait fait la guerre d'Italie avec Bonaparte en 1797... On oublie que le Maréchal était né en 1856, un an après la fin de la guerre de Crimée et qu'il est un homme du XIXe siècle.

Il est important de comprendre que la France du XIXe siècle, celle de Pétain ne ressemblait en rien à la nôtre. Le transistor, internet, la télévision étaient à venir. Les rapports entre supérieurs et subordonnés, entre parents et enfants étaient très différents de ceux d'aujourd'hui.

En 1940 la France, nation paysanne, est toujours cruellement blessée par la guerre de 14-18. Aujourd'hui, avec les autoroutes, plus personne n'emprunte les petites routes et ne s'arrête dans les villages. S'y arrête-t-on et va-t-on au centre du village, là où se trouve le Monument aux Morts, alors on s'aperçoit qu'il y a souvent plus de noms inscrits sur le monument que de vivants dans le village.

En 1940, cette guerre de 14-18 était tellement proche que beaucoup de Français vivaient dans son ombre, et que les Anciens Combattants, qui n'étaient pas, comme on le croit, de grands vieillards, ils avaient 42, 45, 50 ans, avaient une influence considérable.

Les mots qui reviennent dans les journaux de mai-juin 1940, sont des mots qui font allusion au miracle de la Marne à Verdun et à Pétain, homme de Verdun, mais la guerre a changé de rythme, de style, elle n'est plus celle de 1916, ni même celle de 1918.

Plus rien ne ressemble à rien. Dans cet abandon, dans ce noir absolu, notre courage aura été de croire à cette petite lumière au bout du tunnel : l'Angleterre qui continuait la guerre. Mais qui pouvait être certain de l'avenir alors que les Américains croyaient bien peu à la victoire anglaise puisqu'ils avaient demandé à Churchill d'envoyer la flotte anglaise aux États-Unis !

Pour vous, votre devoir et votre mission étaient de continuer à vous renseigner sur l'adversaire vainqueur et de le faire depuis la France non occupée comme depuis la France occupée. Cette mission vous l'avez remplie et on ne le sait pas assez.

Les historiens vous négligent beaucoup trop parce que vous n'appartenez pas à un clan, à un parti. Vous appartenez au clan des honnêtes gens qui, aujourd'hui, passent pour des naïfs dans un monde où la naïveté est durement sanctionnée.

Vous ne revendiquez rien si ce n'est d'avoir fait votre devoir et je suis toujours ému. Je l'étais ce matin par les porte-drapeaux parce qu'ils sont un symbole, parce que, pour eux, ce jour était un grand jour. Mais dans cinq ans, dans dix ans est-ce que les drapeaux auront encore un sens dans des nations au passé oublié ?

Or, je ne crois pas à la paix éternelle, à un monde sans problèmes ; je crois que l'on aura toujours besoin de racines. Pourquoi avez-vous pris la décision de continuer la lutte, de poursuivre votre mission, non pas quand vous saviez que c'était gagné mais à l'instant où la majorité disait que " c'était perdu " ? Parce que vous vous accrochiez à l'essentiel, à votre éducation militaire et familiale, à votre sens du devoir et de la Patrie.

Mais quand tout cela sera dilué dans l'incertain, dans la vague, dans la confusion historique, que restera-t-il ? Que représentera ce passé pour nos enfants ? C'est la véritable interrogation.

L'exemple vivant devrait se transmettre à travers les livres et par les medias. Mais les medias ne sont pas favorables, il ne faut pas se leurrer, à certains exemples dans la mesure où ces exemples se rattachent à des valeurs qui sont bafouées quotidiennement... et collectivement.

Alors je veux vous dire ma très grande affection, ma très grande sympathie pour vous, pour ce que vous avez fait.

Ce sont ces moments que vous avez vécus qu'il faut essayer de faire revivre. Un peuple n'est

pas toujours admirable mais je crois que c'est un tort politique, un tort patriotique que d'accuser toujours un peuple, que de le mettre au ban de l'histoire. Il ne se révèle pas tous les jours. Il lui faut des grandes et rudes occasions. Il lui faut des entraîneurs. Dans ces grandes, dramatiques et rudes occasions, mon Colonel, vous avez été un entraîneur.

Réponse du Colonel Paul Paillole

Mon cher Maître,

Vous avez élevé le débat et parlé de notre engagement avec infiniment de nuances et beaucoup de vérité. Vous me permettrez de revenir sur quelques points de vos propos. D'abord cette impression de fraîcheur que vous avez ressentie. Cette fraîcheur est incompatible avec tout esprit de combinaison, toute ambition personnelle. Elle est effectivement empreinte d'une certaine naïveté.

Et cette naïveté qui fut la nôtre au début de notre combat était de croire encore à la France et nous y croyons toujours. Vous avez aussi, au cours de votre intervention, mis en évidence deux problèmes : Celui de la résistance qui, dans des conditions difficiles, s'est constituée avec des hommes sans liens. Je voudrais toutefois attirer l'attention de mes camarades sur le fait que, au départ, la résistance fut l'oeuvre de militaires, probablement parce que les militaires sont hostiles à tout esprit de combinaison et n'ont qu'une passion, servir leur pays.

C'est tellement vrai que le premier des résistants c'est le Général de Gaulle, et que le second c'est Henri Frenay, un de mes camarades de promotion; les autres sont ceux de l'armée française. Je voudrais que mes camarades comprennent bien que notre ambition était que l'histoire sur ce point ne soit pas tronquée.

Je vous remercie de bien vouloir la diffuser avec l'autorité que confèrent votre nom et votre compétence. A l'appui de ce que je viens d'exprimer, je peux vous dire que j'ai reçu récemment la visite de Daniel Cordier, auteur d'un ouvrage sur Jean Moulin, qui avait souhaité me rencontrer. Il me dit : " Mon Colonel, je désirais vous voir car je ne peux plus rencontrer Henri Frenay, il est mort. Je suis maintenant convaincu, je vous l'avoue et je l'écris dans le livre que je vous dédie, que vous êtes les premiers à avoir fait acte de résistance. Je voudrais que nous en soyons fiers et convaincus les uns et les autres que si pareille situation se représentait nous ferions de même.

Vous avez soulevé un autre problème plus grave et auquel j'aimerais que mes camarades, surtout " les jeunes ", réfléchissent : l'exploitation du renseignement.

Vous avez mis en lumière le fait que " nous savions " mais que le gouvernement et le commandement ne voulaient pas " savoir ". Je vous livre à ce sujet, deux témoignages : l'un de Daladier qui écrit dans son livre: " Je dois reconnaître que les services du Colonel Rivet, qui ont été les premiers résistants, étaient bien renseignés mais je dois reconnaître aussi que le commandement n'en a pas tenu compte ".

D'un autre côté Weygand m'écrit: " Je reconnais que vos services nous ont parfaitement renseignés mais que le gouvernement n'a pas voulu en tenir compte " Alors qui est responsable ?

C'est tout le problème de l'exploitation du renseignement, et aujourd'hui c'est une question cruciale.

L'exploitation du renseignement est en effet entre les mains de ceux qui l'organisent mais elle est tributaire du gouvernement pour le renseignement élevé et de l'État-major. Seulement il y a bien souvent une politique que l'on ne veut malheureusement pas voir infirmée par les renseignements transmis,... alors on laisse ceux-ci de côté.

Le problème qui se pose donc et que je pose aux "jeunes ", et c'est pour cela notamment que je les invite à venir dans notre association afin d'y réfléchir, est le suivant:

Comment faire pour que, désormais, les événements que nous avons vécus ne se reproduisent plus, pour que les renseignements recueillis, qui sont fondamentaux pour la conduite de notre pays, ne soient pas dénaturés ou ignorés et par conséquent mal exploités par souci politique ou esprit de discipline mal compris ?

J'ai lu récemment que certains parlementaires se penchaient sur ce problème. Pourquoi pas ? Dans la mesure où on n'interférera pas dans le fonctionnement même des Services Spéciaux.

Je me demande en effet si la représentation populaire n'a pas le droit de dire à ceux qui nous gouvernent: " Qu'avez-vous fait du renseignement que tel service vous a transmis ?

" Le problème est donc bien celui de l'exploitation et l'utilisation du renseignement. Mon cher Maître, vous l'avez soulevé et je vous en suis reconnaissant. Vous m'avez aussi permis d'exposer à mes camarades l'orientation que je veux donner à notre association. C'est précisément dans cet esprit que je voudrais qu'ils réfléchissent et qu'ils s'engagent plus que je ne peux le faire à présent.

Je voudrais tant que l'on évite des drames comme ceux que nous avons vécus et que vous avez si bien définis. Je vous en remercie.

Article du Colonel Michel Garder dans l'Aurore : "Une guerre pas comme les autres"

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Services allemands
29 octobre 2021

Une guerre pas comme les autres ", c'est ainsi que Staline baptisait dès juillet 1941 le conflit qui, pendant près de quatre terribles années, allait opposer l'U.R.S.S. à l'Allemagne. Cette expression sert de titre au passionnant ouvrage que l'historien Michel Garder, spécialiste des questions soviétiques, vient de consacrer à cette guerre. C'est qu'à ses yeux, jamais conflit

militaire ne révéla autant d'aspects singuliers.

Tout d'abord parce qu'il était mené par deux éléments, deux despotes fous : Hitler et Staline. Et qu'on allait voir s'affronter le pangermanisme païen brandissant l'étendard du Christ, et le communisme international, invoquant les plus pures traditions de la Sainte Russie.

Dès le " pacte de non-agression ", l'absurde éclatait. C'était le roturier Ribbentrop qui le signait pour l'Allemagne et l'aristocrate Scriabine-Molotov pour les Soviets.

Une ivresse collective

Le contraste ne fut pas moins frappant au début de la guerre entre les manifestations d'ivresse collective des foules allemandes et les mornes " meetings " des masses soviétiques.

Au cri de " Vorwaerts " (en avant) tout parut d'abord s'effondrer du côté russe. L'armée rouge ne s'était pas encore relevée des terrifiantes " purges " d'officiers de 1937-38 (90 % des généraux, 80 % des colonels). On dut sortir en hâte des prisons ceux qui n'étaient pas encore liquidés, rappeler même d'anciens officiers tsaristes. Mais ce n'était là que des expédients. Et puis, il y eut l'accueil chaleureux aux " libérateurs " des Baltes, des Ukrainiens, las du régime communiste, de ses épurations, de ses famines.

Mais la cruauté des troupes allemandes, leur mépris pour " ces races inférieures " allait retourner ces populations, en faire presque malgré elles des « patriotes ».

C'était le moment où l'on voyait le révolutionnaire Staline, déguisé en maréchal, invoquer ses grands ancêtres : le grand-duc Alexandre, canonisé par l'Église orthodoxe, le grand duc Dimitri, vainqueur des Tartares, Souvorov, Koutouzov...

On priait à Moscou

Jamais on n'avait tant prié à Moscou, à Leningrad. On priait sur le front, on mourait en ébauchant un signe de croix.

Staline se résignait à dissoudre son corps de commissaires politiques aux armées ; les officiers retrouvaient leurs épauettes. On exaltait " l'honneur des armées russes ", le patriotisme russe " .

Et pourtant, même en novembre 1942, en pleine bataille de Stalingrad, Hitler aurait pu encore mobiliser à ses côtés d'importantes forces russes. Des centaines de milliers de prisonniers soviétiques, qui rendaient Staline responsable de leurs souffrances, et redoutaient le sort qui les attendaient à l'issue de la guerre, étaient prêts à combattre le despote. Mais les Allemands n'ont pas su exploiter l'anticommunisme du général prolétarien Vlassov. Pas plus que, dans l'autre camp, les Russes ne prirent au sérieux les propositions de l'aristocrate von Seydlitz qui, en haine de Hitler, misait sur la victoire du prolétariat.

Le rideau tomba enfin sur l'absurdité la plus folle de cette guerre : par la grâce de Hitler, constate justement Michel Garder, " la victoire du soldat russe devenait la victoire de Staline sur le peuple russe " .

1983 : Destruction par l'aviation soviétique d'un Boeing sud-coréen : un crime sans chatiment

Category: 1962-1989,Asie Pacifique,Extraits de bulletin,Guerre froide (1945-1989),Services de l'Est

29 octobre 2021

Article du Colonel Michel Garder en 1983 :

Le 1er septembre 1983 à 06 h 26 - heure locale, un chasseur « Soukhoï 15 » de la P.V.O. (1) soviétique abattait à quelque 67 km au sud-ouest de l'île Sakhaline un Boeing 747 de l'Aviation Civile sud-coréenne, avec à son bord 269 passagers. Deux fusées « air-air » tirées au but par le pilote - un commandant des Forces aériennes soviétiques, avaient frappé à mort le gros avion civil dont l'agonie allait durer quelque douze minutes jusqu'à son immersion dans les flots de la Mer du Japon.

Le 2 septembre 1983, la presse soviétique publiait un communiqué laconique selon lequel « un avion de nationalité non établie » avait par deux fois violé l'espace aérien soviétique. Se déplaçant sans feux de circulation aérienne, cet avion n'avait à aucun moment répondu aux demandes d'identification, ni pris contact avec le service de guidage aérien au sol. Les chasseurs soviétiques « avaient tenté de le guider en vue d'un atterrissage sur l'aérodrome le plus proche », mais « l'avion violeur » n'avait pas réagi à leurs signaux et avait poursuivi sa route en direction de la Mer du Japon ». Dans le communiqué de l'Agence Tass il n'était nullement question de la destruction de « l'avion violeur » et sans la mise au point des services spécialisés américains et japonais parue le même jour dans les pays du Monde Libre, il est certain que les citoyens de l'Empire communiste n'en auraient jamais rien su.

Cette mise au point entraîne une première réaction de l'Agence Tass répétant, pour commencer, la version initiale complétée toutefois par les détails suivants :

- l'avion non identifié a survolé le territoire soviétique pendant plus de deux heures ;
- la chasse soviétique lui avait tiré plusieurs salves de semonce d'obus traçants ;
- finalement on avait perdu la trace de cet avion qui avait quitté l'espace aérien soviétique.

Toutefois ce communiqué comportait une conclusion pour le moins étonnante dans laquelle on accusait les États-unis d'avoir expédié « à des fins d'espionnage » cet avion non identifié dans l'espace aérien soviétique et de porter l'entière responsabilité dans une inexplicable perte de vies humaines - dans la mesure où il n'était pas fait mention dans le communiqué de la destruction du Boeing coréen.

Toujours ce même 2 septembre, le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. saisi par les États-unis et la Corée du Sud examinait l'affaire à la lueur des preuves indiscutables - sous la forme des enregistrements américains et japonais, tant des derniers moments du Boeing que des liaisons

air-sol de la chasse soviétique. Mis au pied du mur, l'ambassadeur soviétique à l'O.N.U, eut l'aplomb de nier toute responsabilité soviétique dans la destruction de l'avion et de qualifier cette session du Conseil de Sécurité de « spectacle de propagande » destiné à ternir l'image de l'U.R.S.S.

Le 3 septembre, Tass, toujours sans mentionner la destruction de l'avion dont les passagers avaient néanmoins mystérieusement péri, s'attaquait personnellement au Président Reagan et à sa « haine hystérique de l'U.R.S.S. ».

Il faut attendre le 4 septembre pour que paraisse un article dans la Pravda sous la plume du Général Romanov, chef d'état-major du Commandement en Chef de la P.V.O., disant entre autre que les chasseurs soviétiques ne pouvaient pas savoir qu'il s'agissait d'un avion civil, cela d'autant plus que le Boeing incriminé ressemblait à l'appareil de reconnaissance américain RC 135.

Une telle énormité de la part de ce haut responsable de la Défense aérienne soviétique eût mérité à elle seule pas mal de commentaires. Mais non content de cela, le général écrivait que l'avion non identifié se déplaçait tous feux éteints - oubliant probablement que même avec un éclairage de nuit les dizaines de hublots d'un Boeing 747 doivent se voir de loin.

Ceci dit, le Chef d'Etat-Major de la P.V.O., bien que mentionnant on ne sait trop pourquoi « de nombreuses victimes », ne daignait pas expliquer le sort de l'avion. Les arguments de cette « haute autorité » devaient être repris le 5 septembre.

Le 6 septembre, la Pravda s'indignait encore des mensonges grossiers de la propagande occidentale selon laquelle « l'avion coréen aurait commis une erreur de parcours et aurait été abattu par la chasse soviétique ». Pourquoi la Chasse, s'étonnait le rédacteur de l'article, alors que la P.V.O. soviétique dispose de fusées sol-air ?»

Toutefois le lendemain, la même Pravda publiait sans le moindre mot d'excuse à l'intention de ses lecteurs un communiqué du gouvernement soviétique annonçant que le vol de l'avion civil sud-coréen qui effectuait une mission d'espionnage dans l'espace aérien soviétique avait été « interrompu » (sic) par un avion de combat soviétique.

Le 9 septembre, on eut droit à Moscou à un spectacle unique en son genre : une conférence de presse du Maréchal Ogarkov - Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées et Premier Suppléant du Ministre de la Défense, flanqué des « camarades » Zamiatine - Chef du Département Etranger du Comité Central, et Kornienko, Suppléant du Ministre des Affaires Etrangères.

Enfin le 11 septembre, la version officielle se trouvait enrichie de par la grâce d'un Maréchal de l'Air d'un développement rocambolesque, à savoir que le Boeing sud-coréen « espionnait » en liaison avec un satellite américain d'observation, lequel survolait la zone de Sakhaline toutes les deux heures.

Entre-temps, des journalistes britanniques avaient pu recueillir de la bouche du Directeur de la Pravda lui-même et de deux autres représentants de l'intelligentsia soviétique des jugements critiques sur les militaires de leur pays (2).

« On finira bien par oublier cette histoire », devait de son côté déclarer Gromyko, lors de son passage en France. Et il est vrai qu'on en prend le chemin !

Toutefois, nous estimons, quant à nous, que ce crime doit - à défaut de châtement - être rappelé périodiquement et que de plus il mérite d'être commenté.

UN SCÉNARIO PROBABLE

Le seul point demeuré mystérieux dans le drame du 1er septembre 1983 est l'erreur de navigation commise par l'équipage du Boeing sud-coréen. On sait néanmoins que lors de l'escale d'Anchorage l'inspection de l'appareil avait permis de déceler quelques anomalies dans son système de navigation et que des techniciens s'étaient employés à y remédier.

Mais quelles que soient les causes de l'écart de près de 200 kilomètres commis par le KE 007, son entrée dans l'espace aérien soviétique vers 04 h 30 dans la région de la presqu'île de Kamtchatka va coïncider avec un vol de reconnaissance d'un RC 135 américain (version militaire du Boeing 707) non détecté par les radars soviétiques.

Il est possible d'ailleurs que ce dernier appareil ait été rendu « indétectable », grâce à un procédé révolutionnaire actuellement essayé par les Américains. En même temps on peut supposer que le RC 135 se trouvait périodiquement en liaison avec un satellite d'observation et que ce trafic a été détecté par les services soviétiques et mis sur le compte du Boeing sud-coréen.

Peu avant 05 h 00, la chasse soviétique du Kamtchatka tente vainement d'intercepter le Boeing sud-coréen, lequel poursuit son vol en direction de l'île de Sakhaline.

La Région Anti-aérienne d'Extrême-Orient rend compte des faits à Moscou, c'est-à-dire au Commandement en Chef de la P.V.O. dont le Général Romanov cité plus haut est le Chef d'État-major. Le Commandant en Chef, le Maréchal Toloubko - voire tout simplement Romarrov lui-même, prend la décision de faire abattre l'« avion violeur » sans en référer plus haut. D'où l'air gêné du Maréchal Ogarkov lorsque pendant la conférence de presse du 9 septembre un journaliste américain lui demandera à quel niveau la décision a été prise.

L'ordre parvient en Extrême-Orient au moment où la chasse de Sakhaline a déjà pris l'air et faute de disposer du système IFF - dont les avions de combat soviétiques ne sont plus dotés depuis la désertion du lieutenant Belenko en 1975 à bord d'un MIG 25, les Soukhoï 15 ne peuvent pas entrer en contact avec le Boeing sud-coréen.

Le P.C. au sol donne l'ordre à 06 h 21 à l'un de ces Soukhoï 15 d'abattre l'appareil civil, et cela alors même que le pilote signale que sa « cible » navigue avec des feux d'identification.

A 06 h 25, le pilote signale que sa « cible » ralentit sa vitesse de vol mais se voit confirmer l'ordre d'attaque, ce qu'il exécute à 06 h 26' 20" et annonce la destruction de sa « cible » 1 seconde plus tard.

Il est fort possible que le Commandement en Chef de la P.V.O. (auquel celui de la Région P.V.O. d'Extrême-Orient a dû rendre compte immédiatement de l'exécution de son ordre, soit

vers 07 h 00 heure locale, ce qui fait 01 h 00 à Moscou) ait attendu la matinée du 1er septembre pour en référer à l'État-major Général - Direction Principale des opérations : Maréchal Akhromiev. Ce dernier a dû attendre quelque peu avant d'aller en parler à son chef Ogarkov, lequel a peut-être mis une sage lenteur pour en informer le Ministre Oustinov. Quant à Youri Andropov, il ne l'a peut-être appris dans sa version « édulcorée » que dans l'après-midi du 1er, et son Cabinet a pu ainsi dicter à l'Agence Tass le texte du premier communiqué.

A noter que le Numéro Un soviétique n'évoquera cette affaire que près d'un mois après, ulcéré qu'il était d'avoir été court-circuité par les militaires de la sbiro-strato-partocratie soviétique.

LES ENSEIGNEMENTS DU CRIME DU 1er SEPTEMBRE

Le crime odieux et stupide commis par la P.V.O. soviétique le 1er septembre 1983 comporte de nombreux enseignements. Nous retiendrons en ce qui nous concerne les suivants :

- Contrairement aux rêveurs libéraux ou aux aveugles politiques qui prolifèrent dans les classes dirigeantes du monde occidental, les oligarques civils ou militaires lénino-marxistes raisonnent en fonction du conflit permanent qu'ils mènent contre nous. Ce conflit étant inexpiable, ils agissent en conséquence et, de même qu'ils massacrent sans le moindre scrupule les civils afghans - en en rejetant la responsabilité sur les Américains ou les Chinois, de même ont-ils agi avec le Boeing sud-coréen.

- Cette affaire illustre par ailleurs les « failles » du système anti-aérien soviétique, failles que le Haut Commandement connaît depuis la victoire israélienne au Liban au cours de l'été 1982 sur les forces aériennes syriennes équipées par Moscou. La chasse soviétique n'a pas pu intercepter le Boeing 747 au-dessus du Kamtchatka cependant que les moyens de détection le confondaient avec un RC 135. C'est certainement la peur de se voir accuser qui a poussé le Commandement en Chef de la P.V.O. (ou son chef d'Etat-Major) à donner directement l'ordre d'abattre « l'avion-violeur ».

Le scénario que nous avons donné - et qui selon nous cerne très près la vérité - éclaire, si besoin était, les changements intervenus depuis 1976 dans le fonctionnement du système soviétique. Tchékistes et militaires se sont en partie affranchis de la tutelle de l'Appareil du Parti (d'où l'expression de sbiro-strato-partocratie). Jamais, même sous Khrouchtchev et au cours de la première décennie du règne de Brejnev, des militaires ne se seraient permis de prendre seule une telle décision.

Ce dernier point fait, enfin, frémir ; car il souligne les dangers que le monde court actuellement du fait de la stupidité et de l'inconscience de responsables militaires soviétiques. Supposons que le Boeing 747 ait appartenu à la Panam ou même aux British Airways, c'est-à-dire que sa destruction ait été ressentie aux États-unis ou en Grande-Bretagne comme un crime contre l'un ou l'autre de ces pays !

UN CRIME SANS CHÂTIMENT

En attendant, les 269 victimes du Boeing ne sont plus pleurées que par leurs proches, oubliées qu'elles sont par le reste du monde. On continue à donner du « Monsieur » au sieur Andropov et à se mettre au garde à vous devant les pattes d'épaules dorées et étoilées des maréchaux

soviétiques. Il est vrai que tout ce joli monde possède sur les condamnés du procès de Nuremberg un avantage certain dans la mesure où ils sont – avec une certaine ostentation, des « criminels de paix » et non « de guerre ».

1940-1945 : L'origine de L'OSS et son rôle dans le débarquement en France

Category: 1940-1942,1942-1945,1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Afrique,Amérique du Nord,Extraits de bulletin,Livres et publications,O.S.S. (USA),Renseignement
29 octobre 2021



Voici un ouvrage enfin réédité qu'il importe de LIRE, RELIRE, POSSEDER et D'OFFRIR : [OSS, la guerre secrète en France de Fabrizio Calvi](#)

Commentaire du Colonel Paul Paillolle :

Voici un sujet qu'on pouvait croire épuisé par les spécialistes. Réseaux de la France Libre, Intelligence Service, Services Spéciaux Soviétiques, ont livré leurs secrets au cours de la dernière décennie. Cette fois, des rapports confidentiels d'une valeur historique inestimable, extraits d'un fonds de près de 100 m3 de documents archivés au Pentagone ou déposés aux Archives Nationales Américaines, ont été mis à la disposition de Fabrizio Calvi, enquêteur pour T.F.1 et Antenne 2, journaliste, historien, spécialiste des « Annales de l'Espionnage » (Hachette).

On découvre ici le rôle essentiel joué par l'O.S.S., l'ancêtre de la C.I.A., dans la préparation du débarquement d'Afrique du Nord, de Normandie, de Provence ou dans la conduite des opérations ultérieures au cœur de l'Allemagne. On apprend comment les Américains, dont l'inexpérience en matière de Services Secrets était totale, comblèrent leur retard avec une rapidité remarquable en s'appuyant tout particulièrement sur les Services Spéciaux (S.R. et C.E.) de l'Armée Française.

En effet, ces derniers, ignorant l'armistice, poursuivaient le combat — de zone libre d'abord, puis d'Alger en 1942 — avec le S.R.O. de la Première Armée Française en 1944, et, plus singulièrement, sans discontinuer dès juin 1940, à partir de Berne en Suisse, d'où opéraient le Colonel Pourchot, Attaché Militaire Adjoint, et son principal chef de Réseau, le Capitaine Meyer .

Qui mieux que les Américains pouvaient effectivement exploiter la « production », la « fourniture » du Service de Renseignement et de Contre-espionnage Français?

Pour Gilles Perrault, auteur de L'Orchestre Rouge, non suspect de complaisance à l'égard des Américains, « c'est un pan d'Histoire ignoré que l'auteur nous révèle. Pour tous ceux que passionnent les enjeux de la Seconde Guerre Mondiale, ce livre est indispensable. »

Cinquante ans après la fin du dernier conflit mondial, la nature des rapports entre les Services Secrets Américains et les composantes civiles et militaires de la Résistance restaient un des non-dits de l'Histoire de la Libération de la France. Lacune à présent comblée

[L'Agonie du regime sovietique Colonel M Garder](#)

Category: Extraits de bulletin
29 octobre 2021

Le 14 octobre 1964 est appelé certainement à devenir une de ces dates historiques que des générations futures d'écoliers et de candidats aux jeux-concours de la télévision seront obligés de connaître par cœur.

“Ce jour-là, diront les manuels d'histoire de nos petits-enfants, a débuté l'agonie du régime léninomarxiste en Russie “. Certains mémorialistes ne manqueront pas, à l'occasion, de noter que l'importance d'un tel événement avait dans l'ensemble échappé aux contemporains. Il est de fait que la majeure partie des observateurs n'a vu dans la révolution de palais de Moscou que son aspect immédiat : la disparition de la scène politique de Nikita Khrouchtchev..., ce bon monsieur K auquel on avait fini par s'habituer. Tout naturellement on s'est beaucoup plus préoccupé de savoir qui étaient ses successeurs, quelle serait leur politique et, accessoirement, ce que devenait l'intéressé lui-même, plutôt que de se demander ce que signifiait l'événement lui-même.

Le fait que le "pape-empereur" de la théocratie matérialiste ait pu être démissionné comme n'importe quel premier ministre bourgeois a été uniquement interprété comme une preuve de la démocratisation du régime, ou tout au moins de son humanisation. Or, c'est justement dans cette humanisation que réside le drame d'un système par définition inhumain. Une théocratie, même matérialiste, ne peut pas être humaine dans la mesure où elle a la prétention d'imposer à des hommes la volonté de la divinité. Cette dernière, dans le cas considéré, était représentée par la nécessité historique dont le bien-fondé aurait été scientifiquement démontré.

Seul habilité à interpréter les lois mystérieuses de cette nécessité, le pape-empereur du système se confondait avec elle. C'est ainsi que Staline avait fini par devenir le "dieu vivant" du marxisme-léninisme, exerçant un pouvoir absolu, spirituel et temporel, non seulement sur l'Union soviétique mais également sur l'ensemble du monde communiste. Ce pouvoir, renforcé par l'existence d'une Inquisition omniprésente et omnipotente, se concrétisait dans l'appareil du Parti, cette extraordinaire administration cléricale du système. Emanation du dieu vivant, monolithique et strictement hiérarchisé, ce clergé constituait l'épine dorsale de la théocratie.

A sa tête, au contact direct de la divinité, se trouvaient les "cardinaux-satrapes" du Présidium du Comité central. Au-dessous d'eux, il y avait toute la gamme des "prélats-gouverneurs" des républiques, territoires, régions ou grandes villes, coiffant l'armée des "chanoines-préfets" des districts. Enfin, à la base s'affairaient les "curés-adjudants" des cellules du Parti. Encadrés par ces prêtres-administrateurs, les fidèles et les sans-parti se trouvaient réduits à l'état de robots œuvrant à la gloire de la nécessité faite homme. L'appareil gouvernemental, les syndicats, les jeunesses communistes et autres organisations étaient autant de courroies de transmission permettant au clergé de mieux contrôler et dépersonnaliser ses esclaves.

Il a fallu onze ans aux successeurs de Staline pour ébranler définitivement cet édifice unique au monde. Pendant ces onze années nous avons assisté à un processus d'autodestruction dont il était parfois difficile de mesurer la portée. L'Inquisition, privée d'une partie de ses prérogatives, a été partiellement démantelée; le clergé miné par les luttes intestines s'est désacralisé en s'attaquant à l'infaillibilité de la divinité défunte; accumulant les fautes, le dernier pape-empereur n'était avant sa chute qu'un pauvre homme impuissant.

Sa peu glorieuse disparition marque le début d'une phase nouvelle dans la longue maladie du régime : celle de son agonie. Notre diagnostic est formel : tous les symptômes sont là. Pourtant peu nombreux sont les gens qui veulent se rendre à l'évidence. Les tenants du régime s'accrochent désespérément à l'espoir de le voir survivre. Les sympathisants inquiets voient le salut dans une miraculeuse évolution. Les adversaires, eux, n'osent pas y croire. L'éventualité de la disparition d'un ennemi est toujours déconcertante. L'image de "l'homme au couteau entre les dents" avait des côtés avantageux. L'évocation du "diable communiste" était par fois bien commode.

La Russie de demain posera bien des problèmes. Haïe et vitupérée par tous les communistes ou assimilés de l'univers, elle risque d'être pour les pays occidentaux un nouvel ami encombrant. Les uns et les autres devront se faire une raison. Le mieux d'ailleurs, est de s'y préparer intellectuellement dès aujourd'hui. Quant à nous, en formulant ce diagnostic, nous souhaitons de tout cœur que l'agonie soit la plus courte et la moins douloureuse possible. Après cinquante ans d'épreuves, les peuples de l'Union méritent amplement de connaître enfin une vie meilleure. Puisse le cauchemar d'une nouvelle guerre civile leur être épargné.

Cet ouvrage se trouvait sous presse lorsque, fin mars, plusieurs événements survenus en U.R.S.S. sont venus confirmer le diagnostic de l'auteur. Tout d'abord à l'occasion des élections aux Soviets régionaux la liste officielle s'est trouvée en ballottage dans près de 200 circonscriptions pour la plupart rurales. Ensuite des remaniements sont intervenus au sein de la Direction collective (limogeage d'Illyitchev et de Titov, arrestation d'Oustinov, promotion de Mazourov).

Enfin, après avoir publiquement avoué la faillite de la politique agricole du régime, Brejnev a annoncé un nouveau programme de cinq ans dont l'échéance, 1970, correspond à la période critique prévue par

LE DÉBUT DE LA FIN

Le 15 octobre 1964, dans la soirée, un communiqué laconique de l'agence Tass apprenait à l'univers ébahi que le Comité central, dont personne n'avait annoncé la réunion, avait, sur la demande même de l'intéressé, libéré le camarade Nikita Khrouchtchev de ses doubles fonctions de chef du Parti et du gouvernement, en raison de "son état de santé précaire et de son âge avancé".

En réalité, l'événement remontait à la veille. Il avait fallu vingt-quatre heures pour enlever les portraits du grand homme qui ornaient la Place Rouge, en prévision des festivités en l'honneur des cosmonautes du Voskhod, et désigner ses successeurs. Son "fidèle lieutenant", Léonide Brejnev, le remplaçait à la tête du Parti; son "ami de vieille date" Alexis Kossyguine, héritait de la présidence du Conseil. Comme au lendemain de la mort de Staline, une Direction collective prenait la relève du pape empereur.

Un peut partout, dans les chancelleries ou les rédactions des journaux, on consultait les fiches biographiques des successeurs dans le vain espoir d'y découvrir l'indice susceptible de donner un sens à cette révolution de palais à la sauvette. On attachait une grande importance aux déclarations que pouvait faire, à son retour en France, M. Palewski, le dernier homme d'Etat occidental à avoir vu Khrouchtchev. Diverses personnalités avaient émis des commentaires, le plus souvent embarrassés. Dans le nombre, on pouvait relever des perles dans le genre de "M. Khrouchtchev a été la victime des mêmes forces obscures qui ont assassiné le Président Kennedy". Des kremlinologues parlaient d'une conjuration des Staliniens épaulés par des militaires. Anxieux, certains se demandaient si la coexistence pacifique ne se trouvait pas menacée. De bonnes âmes s'inquiétaient du sort réservé au souverain déchu et à sa famille. Les naïfs s'indignaient du manque de courtoisie du Comité central, lequel aurait pu agrémente l'éviction de son chef par quelques paroles aimables à son égard.

Cependant, saluant à leur façon la chute peu glorieuse de leur ennemi, les Chinois faisaient exploser, le 16, leur première bombe atomique. Immédiatement ce nouvel événement prit le pas sur le premier. Délaissant Khrouchtchev, les journaux s'occupèrent de Mao. Certains ne manquèrent pas, d'ailleurs, d'avancer une ingénieuse hypothèse. Selon eux la révolution de palais de Moscou se serait effectuée avec la connivence de Pékin. Les instigateurs, des Moscovites prochinois, auraient, en la personne de Khrouchtchev, supprimé l'obstacle majeur à un rapprochement avec l'équipe de Mao. A l'appui de cette thèse, on invoquait le message chaleureux expédié aux membres de la Direction collective par les dirigeants chinois.

La Pravda du 18 octobre devait enfin fournir quelques diffuses lumières sur les véritables raisons de la "démission" de Khrouchtchev. Sans nommer ce dernier, l'éditorial dénonçait "le style autoritaire de gouvernement "... "la vantardise "... "la mauvaise éducation" et les "décisions hâtives et irréfléchies ".

Pour corser le tout, le 20 octobre, la délégation officielle soviétique qui se rendait à Belgrade en l'honneur du vingtième anniversaire de la libération de cette ville, disparaissait au complet dans un accident d'avion. Parmi les victimes se trouvait le Maréchal Biriousov, chef de l'Etat-major général, protégé notoire de Khrouchtchev.

Un tel afflux de nouvelles ne pouvait manquer de créer une certaine confusion. Comme toujours l'accessoire devait prendre le pas sur l'essentiel. C'est ainsi que les observateurs occidentaux, à de rares exceptions près, s'interrogeaient surtout sur les motifs de la révolution de palais alors que celle-ci était importante en soi. L'essentiel n'était pas que les conjurés eussent voulu se débarrasser de leur chef, mais bien qu'ils eussent pu le faire aussi facilement.

Bien sûr, nous ignorons le scénario exact de la séance du 14 octobre. Il n'est pas difficile pourtant de s'imaginer la scène. Dans une salle du Kremlin, face aux quelque trois cents membres et candidats membres du Comité central, siègent les hiérarques du Présidium parmi lesquels l'accusé. A la tribune, jouant les Fouquier-Tinville, le camarade Souslov, cet instituteur Tafardel du Clochemerle soviétique, dévide son interminable litanie de lieux communs à la sauce lénino-marxiste. Khrouchtchev sait déjà qu'il est condamné car avant cette session plénière il y a eu une réunion du Présidium au cours de laquelle on a eu la bonté de l'en informer. Peut-être a-t-il tenté alors de se défendre, de le prendre de haut ? Cela n'a aucune importance. Désormais il est trop tard pour faire un esclandre. Les coups de chaussure sur la table sont hors de saison. Il lui faut subir en silence l'interminable discours de Souslov ponctué par les applaudissements des assistants. Pourtant ces trois cents dignitaires du Parti, militaires de haut grade ou travailleurs d'élite, constituent sa clientèle. Presque tous ont été sélectionnés en fonction de leur attachement à sa personne. Tout à l'heure ils condescendent, à l'unanimité, à le " libérer, sur sa propre demande ".

Une formalité longue et ennuyeuse, telle a été certainement la séance historique du 14 octobre 1964. Un constat de faillite qui n'ose pas dire son nom ! Si les participants de cette scène sans grandeur avaient eu tant soit peu le sens du ridicule, ils n'auraient pas manqué de trouver cocasses les reproches adressés à Khrouchtchev. Accuser un pape-empereur d'avoir fait preuve d'autorité constituait déjà un comble. La vantardise était la marque même du régime, avec ou sans Khrouchtchev, et le manque d'éducation n'avait pas empêché la majeure partie des " hiérarques " de faire une brillante carrière au sein de l'appareil. Enfin dans l'ordre des "décisions hâtives et irréfléchies ", celle que le Comité central s'apprêtait à sanctionner risquait d'occuper la première place. Malheureusement le sens du ridicule est incompatible avec la fonction de prêtre fonctionnaire de la religion lénino-marxiste. Pour ces rouges sans imagination de l'énorme machine du Parti, les griefs énumérés par Souslov représentaient autant d'explications commodes au marasme général auquel le régime avait abouti. Le recours au bouc émissaire faisait partie de la tradition.

Pourtant, cette fois, le bouc était de taille. C'était la première fois qu'il s'agissait d'immoler le grand prêtre lui-même. Un sacrifice de cette envergure devait satisfaire le Moloch de la "nécessité historique ". Une succession de miracles allait récompenser la décision historique

du Comité central. A l'intérieur de l'U.R.S.S., l'agriculture et l'industrie légère, débarrassées du tyran vantard et mal élevé, allaient connaître un essor prodigieux. Le laisser-aller général ne pouvait que cesser de lui-même. Au sein du camp communiste, Chinois et Albanais repentants se précipitèrent dans les bras de la Direction collective, sous les ovations des satellites et des partis du reste du monde. Dès lors, les capitalistes n'auraient plus qu'à s'incliner devant le verdict impitoyable de l'Histoire.

Ainsi grâce aux ressources de la dialectique le constat de faillite se transformait soudain en une géniale initiative du Parti omniscient et infaillible. La personnalité de Khrouchtchev importait fort peu au regard d'un tel miracle.

Au fond de lui-même, chacun des acteurs de la cérémonie expiatoire devait probablement douter quelque peu d'une issue aussi miraculeuse. Peut-être quelques-uns comprenaient-ils que l'éviction de Khrouchtchev n'était nullement une solution et que la dialectique avait beau faire, la faillite n'en demeurait pas moins. Car c'était bien d'une faillite qu'il s'agissait, d'une faillite dont d'année en année on avait reculé l'échéance à coups de boucs émissaires et de réorganisations. Mais pour avoir le courage de l'avouer publiquement, il eût fallu d'autres hommes que ceux qui siégeaient au Kremlin ce jour-là. Prisonniers de leur vision du monde, ils en étaient à la fois les serviteurs et les bénéficiaires. Le marxisme-léninisme était en même temps leur foi et leur justification. De plus, ces prêtres fonctionnaires d'une religion matérialiste souffraient au plus haut point des tares de l'époque stalinienne le charlatanisme et la servilité, et leur dénominateur commun était la lâcheté. Avouer la faillite eût équivalu pour la plupart d'entre eux à un suicide moral, à un retour au néant que seul pouvait leur éviter la poursuite de l'imposture. Ils n'allaient tout de même pas, pris d'un accès tardif de franchise, sacrifier le régime auquel ils s'identifiaient après lui avoir tout sacrifié..., leurs forces, leur dignité et la vie de leurs meilleurs amis.

Khrouchtchev n'était pas simplement un coupable commode, Il était vraiment coupable. Ses vrais crimes et les plus graves de ses fautes ne figuraient d'ailleurs pas dans le réquisitoire de Souslov. Décidé, il avait été lui-même son propre fossoyeur depuis ce mois de février 1956 où il s'était permis d'attaquer à titre posthume la divinité de Staline. En le frappant, les justiciers du Comité central le punissaient d'avoir rabaissé l'auguste fonction de pape-empereur de la théocratie matérialiste au rang d'une vulgaire présidence d'un conseil d'administration et par là dévalorisé leur propre condition.

Cependant cette juste sanction, loin de réparer le mal, ne faisait que l'accroître. A la longue liste des crimes et fautes de Khrouchtchev venait désormais s'ajouter la lourde gaffe des conjurés du 14 octobre. Car de même qu'ils étaient incapables d'avouer la faillite du régime, les hiérarques du Parti ne pouvaient dénoncer les crimes dont ils avaient été les complices. Faute de pouvoir condamner soit la théocratie, soit son assassinat par Khrouchtchev, ils devaient se contenter d'un vote de défiance. Voulant sauver le régime malade, ils lui assenaient par là même un coup mortel. Sous le nom de Direction collective, un comité de liquidation allait succéder au conseil d'administration présidé tant bien que mal par le pauvre Khrouchtchev.

Le feu d'artifice goguenard de la première bombe chinoise devait, deux jours plus tard, saluer ce "harakiri" de la curie moscovite.

Colonel Michel Garder : L'après Yalta

Category: 1945-1954,Extraits de bulletin,Géopolitique,Guerre froide (1945-1989)
29 octobre 2021

Il y a quarante ans se tenait à Livadia - et non à Yalta - une Conférence des vainqueurs potentiels de la Deuxième Guerre Mondiale qui s'achevait. En quarante ans, tant de choses inexactes ont été dites en Occident, et plus spécialement en France, à propos de cette Conférence, que l'on pouvait penser que la vérité ne serait jamais rétablie. Or, curieusement en ce mois de février 1985, un louable effort de mise au point s'est effectué un peu partout, du moins dans les pays occidentaux. Notons en particulier que la plupart des publications françaises n'ont plus repris les mythes d'un partage du monde entre superpuissances complices, ni de la genèse de la « politique des blocs ». Toutefois, nulle part nous n'avons lu l'essentiel, à savoir qu'il s'était agi d'un malentendu fondamental entre les participants. Pour Franklin Roosevelt et Winston Churchill cette Conférence ouvrait la phase préparatoire à la fin de la guerre. Pour Joseph Staline on en était déjà au prologue d'un nouveau conflit. Le Président américain et le Premier britannique voyaient dans le Généralissime soviétique un allié avec lequel ils devaient préparer une paix juste et durable. Le chef du Communisme mondial, lui, considérait ses interlocuteurs en ennemis qu'il y avait lieu de tromper en vue de l'affrontement global qui allait suivre.

Ainsi le nouveau conflit mondial devait-il débiter avant même que ne fût terminé le précédent. Mieux : quarante ans après, dans ce même camp occidental, on en est encore à chercher, faute d'en comprendre la nature exacte, des formules lénifiantes pour qualifier cette confrontation inexpiable qui lui est imposée par l'Empire lénino-marxiste. Nombreux sont d'ailleurs les historiens et les spécialistes qualifiés qui s'imaginent qu'en février 1945 Staline lui-même n'avait pas encore des idées très nettes quant à l'après-guerre.

Cette méconnaissance totale de la nature réelle des dirigeants communistes en général et de leur prototype Staline en particulier, de leur vision du monde et de la Stratégie Totale qu'ils mettent en oeuvre pour infléchir l'histoire dans un sens qu'ils ont eux-mêmes défini, est à l'origine de tous nos déboires et de nos déceptions.

Amorcé en 1945 en Crimée, le troisième conflit mondial va débiter pratiquement en juillet de la même année à Postdam où Staline trouvera en la personne de Truman un adversaire autrement coriace que Roosevelt. C'est ce même Truman qui prendra la décision un mois plus tard d'utiliser l'arme nucléaire contre le Japon, ce qui aura pour effet de limiter l'importance de l'intervention soviétique en Extrême-Orient, et surtout de placer le Kremlin en position de faiblesse.

Dès lors, nous allons assister à un affrontement confus dans lequel la course aux armements prendra d'année en année une importance croissante. Finalement, après la mort de Staline, ses successeurs et en particulier Khrouchtchev vont commettre une série d'erreurs et s'aliéner la Chine Communiste.

C'est ainsi qu'en 1963 - au lendemain de la crise de Cuba, on passera du troisième au quatrième conflit mondial opposant la Chine et une partie des nationalismes révolutionnaires du Tiers Monde à une coalition « de facto » dans laquelle L'Alliance Occidentale et l'Empire Soviétique se trouveront englobés. Nous serons alors - et ce d'une façon encore plus dangereuse qu'à Cuba, au bord d'une guerre générale, l'Union Soviétique envisageant, en 1969, une attaque brusquée contre la Chine. Le Président Nixon tentera alors de clarifier la situation et y parviendra presque, mais sa chute politique ramènera le chaos antérieur.

En fin de compte l'accord sino-nippon d'août 1978 constituera le début du cinquième conflit mondial (dans lequel nous sommes encore actuellement) opposant l'Empire Soviétique à une coalition « de facto » comprenant l'Alliance Occidentale et le binôme sino-nippon. Vue de Moscou, il faut dire qu'il s'agit d'une inquiétante tenaille dont les deux branches - asiatique et européenne, ne sont que des têtes de pont des États-unis menaçant l'Empire Soviétique.

Avec les projets américains de Défense spatiale et de la supériorité des États-unis rétablie dans tous les domaines ; avec d'autre part la perspective d'un renforcement spectaculaire du binôme sino-nippon d'ici le début du troisième millénaire, la vision scientifique de l'avenir se trouve passablement assombrie pour les dirigeants soviétiques.

Ce n'est certainement pas une telle issue que le génial « père des peuples » entrevoyait au Palais de Livadia lors de sa rencontre avec ses « futurs adversaires ». Là aussi on peut parler du « Malentendu de Yalta !»

[1984 : Analyse du drame afghan par le](#)

Mouvement de Résistance du Commandant MASSOUD

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 1962-1989, Asie Centrale, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Guerre froide (1945-1989), Renseignement, Services allemands, Services de l'Est, Source MAD
29 octobre 2021

Conférence du colonel M Garder et de M. TENDAR, représentant pour l'Europe du Mouvement de Résistance du Commandant MASSOUD lors du congrès de l'AASSDN à Colmar en 1984 :

Le conflit global et permanent - conçu et orchestré par le Kremlin dès la fin de la Deuxième Guerre Mondiale - est entré depuis 1978 dans une phase nouvelle sans que la plupart des responsables occidentaux aient de cet affrontement une vision très nette. Rares sont parmi eux ceux qui perçoivent l'unicité, la nature exacte et le caractère permanent et global de cette transposition à l'échelle mondiale du schéma de la « lutte des classes » devant aboutir à la victoire définitive du Communisme soviétique. D'aucuns s'imaginent qu'il s'agit uniquement d'une lutte d'influence entre les États-Unis et l'U.R.S.S. et qu'il suffirait d'une « bonne négociation » américano-soviétique sur le désarmement et le règlement pacifique du contentieux Est-Ouest pour que tout s'arrange ».

D'autres s'érigent en arbitres - alors qu'ils sont « partie prenante », distribuent les « satisfecit » et les « blâmes » aux deux camps et regrettent que ceux-ci n'écoutent pas leurs conseils.

D'autres enfin voient la solution dans une troisième voie dont les idées pacifistes et le non-engagement politique finirait par s'imposer aux « faucons » des deux blocs (1). Ici et là on évoque avec nostalgie l'époque de la détente qui a pourtant coûté assez cher aux Occidentaux, et on agite le spectre d'un retour à la « guerre froide » sans comprendre que ces deux formules qualifient deux aspects d'une même réalité : le conflit en cours sur le Théâtre occidental. La phase dite de la « guerre froide » était celle où le Kremlin appliquait son effort principal sur ce Théâtre, et celle de la détente correspond à deux changements successifs de « direction principale » (de 1966 à 1976 sur l'Asie et de 1976 à 1981 sur l'Afrique).

En fait non seulement il s'agit, de 1945 à nos jours, d'un même conflit, quelles que soient les phases par lesquelles il passe, mais de plus, tous les affrontements de caractère local éclatent pour des motifs indépendants de ce conflit - comme par exemple l'affaire des Malouines ou la guerre irano-irakienne, - tendant quasi automatiquement à s'intégrer à lui. Cette unicité du phénomène n'apparaît pas toujours de façon évidente à des esprits occidentaux habitués à des distinguos subtils entre « partisans » et « neutres », alors que pour les Soviétiques tout ce qui n'est pas avec eux est contre eux. C'est ainsi que Moscou considère, par exemple, la Suède ou la Suisse comme des membres objectifs du camp adverse et ne se gêne pas de violer leur neutralité.

Comme par ailleurs l'oligarchie moscovite met en œuvre une stratégie totale combinant tous les moyens : psycho-politiques, diplomatiques, financiers, économiques, etc., à l'exclusion, en principe, d'un recours direct à la force, le rôle d'exécutant essentiel revient du côté soviétique

au K.G.B. complété par les Services Spéciaux militaires (G.R.U.). C'est pour cela que les personnels des ambassades, des délégations et des diverses missions économiques, scientifiques et techniques de l'U.R.S.S. maintient hors de ses frontières comprennent une proportion écrasante de « tchékistes ».

Enfin les règles de conduite de ce conflit d'un genre spécial ne peuvent souffrir d'improvisations et exigent en premier lieu une planification rigoureuse qui s'effectue au sein du Secrétariat du Comité Central, cet énorme État-major Général de Stratégie Totale. Aussi est-il totalement erroné de parler, comme le font de nombreux dirigeants occidentaux, du pragmatisme des Soviétiques. Ceux-ci sont tenus d'appliquer un « plan » et ne peuvent faire preuve de souplesse que dans le cadre d'une manœuvre donnée.

« Ultima ratio » de cette stratégie, les Forces Armées soviétiques ne sont appelées à intervenir que dans des cas exceptionnels - plus souvent à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Empire - et en dehors de cela elles participent à la manœuvre d'ensemble en tant qu'épouvantail et réservoir d'instructeurs pour les pays du Tiers Monde.

Notons pour finir que le terme de « guerre froide » - inventé naguère par les Occidentaux pour qualifier ce conflit que les soviétiques désignent sous le nom de « coexistence pacifique » nous paraît inadéquat. Il s'agit selon nous d'une « guerre tiède aux nombreux points chauds » - ces derniers préfigurant le risque d'une escalade dramatique. Jouant adroitement avec le feu, les soviétiques s'efforcent d'ailleurs d'utiliser ce « risque » à leur profit en faisant croire que sa responsabilité incombe à leurs adversaires.

Ces quelques réalités étant rappelées, nous allons tenter une fois de plus de faire le point de la situation à l'échelle mondiale à la veille du solstice d'été 1984, en envisageant cette situation du point de vue du Kremlin dans la mesure où, à l'inverse des Occidentaux, les soviétiques ont un plan stratégique à l'échelle mondiale.

UN EMPIRE FACE A UNE COALITION « DE FACTO »

Depuis août 1978, l'Empire soviétique - qui se trouvait en position de force face à une Alliance Occidentale passablement ébranlée et, en Asie, à une Chine isolée et à un Japon plus ou moins dans la mouvance américaine - doit affronter une coalition « de facto » en voie de renforcement, comprenant un groupement occidental d'une part, et le binôme sino-nippon d'autre part.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler dans notre Bulletin le fait que le Kremlin a dû attendre le XXVI^e Congrès du Parti Communiste soviétique de Mars 1981 pour modifier son plan stratégique en fonction de cette nouvelle situation. L'effort principal qui jusque là s'exerçait sur le continent africain fut reporté sur l'Asie où il s'agissait en premier lieu de dissocier le binôme sino-nippon et d'en neutraliser les composants. Face aux Occidentaux on adopte une attitude défensive active à base d'offensives de paix utilisant en particulier l'affaire des euromissiles et visant à neutraliser l'Allemagne Fédérale, à morceler l'Europe, à séparer celle-ci des États-unis et à fixer l'attention de Washington grâce à un regain de la subversion en Amérique latine.

Enfin sur la direction Moyen-Orient-Afrique, on décida de maintenir les positions acquises en

Syrie, au Sud Yémen, en Éthiopie, au Mozambique et en Angola, en modérant la fougue de l' « allié » libyen.

Un peu plus de trois ans se sont passés depuis, et on ne peut pas dire que ce plan, par ailleurs logique, ait été couronné de succès, même au Moyen-Orient. Pour s'en convaincre il suffit de passer en revue la situation sur chacun des trois grands Théâtres « de guerre » de la Stratégie Totale soviétique.

ÉCHEC PATENT EN ASIE

Pour comprendre la façon dont les dirigeants soviétiques perçoivent le binôme sino-nippon et envisagent le renforcement de ses liens avec les EtatsUnis, il nous paraît opportun de rappeler ce que nous disait en substance, en 1974, un analyste de haut rang travaillant pour le Comité Central.

A ce moment-là, un éventuel rapprochement entre Tokyo et Pékin constituait une simple hypothèse que notre interlocuteur considérait comme hautement improbable. « De toute façon - avait-il ajouté, nous ne pourrions tolérer un tel rapprochement car ce serait pratiquement un « casus belli ». Mettez-vous à notre place : la technologie nipponne, plus le potentiel chinois, plus la haine qu'ils nous portent les uns et les autres, unis dans un même faisceau, cela constituerait pour nous un danger mortel !

Encore notre analyste n'avait-il pas évoqué « le renforcement des liens » entre le binôme sino-nippon et les États-unis.

Or ces derniers mois nous avons assisté coup sur coup aux visites à Pékin du Premier Ministre japonais NAKASONE et du Président REAGAN, reçus tous deux avec un faste inhabituel, alors que depuis le XXVI^e Congrès le Kremlin a tout fait pour améliorer ses relations avec la Chine et pour amadouer le Japon.

Ancien officier de Marine, partisan d'un renforcement du potentiel de défense de son pays, M. NAKASONE est venu confirmer le plan d'une coopération sino-nipponne dans les domaines économique, scientifique et technologique, grâce à laquelle les deux pays devenus complémentaires constitueront au début du prochain millénaire un ensemble puissant, ultra moderne et redoutable.

De son côté, même si certaines déclarations anti-soviétiques du Président REAGAN ont été censurées par les Chinois, il a, lui aussi, jeté les bases d'une véritable coopération américano-chinoise.

Enfin en marge de ces deux visites qui ont dû inquiéter sérieusement les oligarques du Kremlin, il y a eu une ouverture du Japon en direction de l'Inde - alliée de l'U.R.S.S. - et des menaces non voilées de Pékin à l'encontre de l'autre allié soviétique en Asie : le Vietnam dont les troupes n'arrivent pas à éliminer la résistance khmère qui tient une partie du territoire cambodgien.

Le seul gain réalisé par Moscou en Asie ces derniers temps a été un changement d'orientation de la Corée du Nord inquiète d'un éventuel rapprochement entre la Chine et la Corée du Sud.

Rappelons que toutes les tentatives soviétiques en vue de la normalisation des relations avec la Chine se sont heurtées aux trois conditions suivantes posées par Pékin :

- Allègement du dispositif militaire soviétique à la frontière chinoise ;
- Fin du soutien soviétique à l'impérialisme vietnamien ;
- Évacuation des troupes soviétiques du territoire afghan.

Or ce sont là des conditions inacceptables pour Moscou. Et c'est ainsi que non seulement le dispositif aéro-terrestre à la frontière chinoise n'a pas été allégé, mais de plus, le nombre des SS-20 menaçant la Chine et le Japon s'est accru d'une centaine d'unités.

Il ne pouvait pas davantage être question d'abandonner le Vietnam, et cela à un moment où cet allié fidèle se trouve menacé par la Chine... et enlisé au Cambodge.

Enfin, nous l'avons déjà souligné dans le dernier Bulletin -, l'Afghanistan est désormais considéré à Moscou comme faisant partie de l'Empire. Le Commandement soviétique y multiplie des offensives de printemps et plus personne ne s' imagine de par le monde que l'U.R.S.S. puisse envisager d'abandonner sa proie. Nous reviendrons sur ce point plus loin.

De toute façon, et pour en revenir à l'objectif essentiel du Kremlin sur le Théâtre asiatique, l'échec est patent et le temps n'y travaille pas pour l'U.R.S.S. Ajoutons que même l'esquisse d'un rapprochement avec la Corée du Nord est toute relative et que KIM IL SUNG n'a pas hésité à se rendre à Pékin au lendemain de la visite en Chine du Président Reagan.

Enfin, quelle sera la réaction de Moscou au cas où - après la saison des pluies, c'est-à-dire en automne prochain, la Chine prendrait la décision de « corriger » une nouvelle fois le Vietnam ?

RESULTATS DISCUTABLES SUR LE THEATRE OCCIDENTAL

En dépit de tous ses efforts, l'U.R.S.S. n'a pu empêcher, fin 1983, l'arrivée en Allemagne Fédérale des premiers Pershing 2 et s'est crue obligée d'implanter de nouvelles fusées sur les territoires de ses « satellites ».

Certes la propagande soviétique a connu quelques échos favorables dans certains pays de l'ouest européen tels que l'Allemagne Fédérale et la Hollande et l'orientation neutraliste d'une partie des socialistes allemands peut lui être attribuée.

Ceci dit, l'attitude ferme de la France et de l'Italie, la position sans équivoque de Mrs THATCHER - même si celle-ci persiste à vouloir, à l'instar du Président de la République Française, se rendre à Moscou pour y rencontrer Constantin TCHERNENKO limitent la portée des succès tactiques mentionnés plus haut.

C'est cependant la partie américaine de ce Théâtre occidental qui continue d'angoisser les dirigeants soviétiques. De plus en plus présents dans le Pacifique et l'Extrême-Orient, les États-unis ne paraissent nullement désireux de se désengager vis-à-vis de l'Europe occidentale. Le programme militaire lancé par l'Administration actuelle qui vise à restaurer la suprématie actuelle dans les domaines conventionnel et nucléaire, terrestre, aérien et maritime comporte

en outre un projet de domestication de l'espace. Si ce programme se réalise, on peut estimer que d'ici la fin des années 90 les États-unis domineront l'U.R.S.S. de façon irrémédiable en interdisant aux fusées soviétiques l'espace américain et même européen.

Dès lors, rien d'étonnant que l'oligarchie soviétique se déchaîne quotidiennement contre le « bellicisme » de Ronald REAGAN en souhaitant sa défaite aux prochaines élections présidentielles (2) cela d'autant plus ardemment qu'en cas de réélection le Président ne manquera pas de régler - au besoin par la force, certains problèmes latino-américains, tel celui du Nicaragua.

Il n'est pas dit par ailleurs que dans l'hypothèse d'une victoire démocrate, le nouveau président - autrement dit M. MONDALE, ne reprenne à son compte sinon le projet d'intervention en Amérique latine, du moins le programme militaire de l'administration actuelle, ne serait-ce qu'en raison de ses conséquences bénéfiques sur l'économie du pays.

Ce ne sont pas les menaces de poster les sous-marins lance-missiles à distance rapprochée des côtes américaines, ou autres mesures de riposte aux euromissiles qui feront plier les États-unis, quel que soit leur futur président.

SUCCÈS LIMITE AU MOYEN-ORIENT. DES POSITIONS MENACEES EN AFRIQUE NOIRE

L'échec des tentatives américaines d'un règlement du problème libanais sous l'égide de Washington et le désengagement de la force de paix occidentale de Beyrouth, ont fourni à la Syrie - alliée de l'Union Soviétique, l'occasion de remporter une victoire facile au Moyen-Orient, en même temps qu'une revanche psychologique sur Israël.

Toutefois, Moscou a adopté en l'occurrence une attitude très prudente et c'est, semble-t-il, dans le sens de la modération que Gueïdar ALYEV a incité le Président ASSAD à agir, lors de leur entrevue à Damas en mars dernier.

Il faut dire que la guerre irano-irakienne dans laquelle Damas soutient Téhéran et Moscou a pris parti pour Bagdad ne facilite pas le jeu soviétique au Moyen-Orient. Ce jeu a été également contrarié par la mainmise de la Syrie sur une partie de la résistance palestinienne rejetant l'O.L.P. d'ARAFAT dans les bras des Chinois.

Enfin les relations entre Moscou et son « allié » du Sud-Yemen ne semblent plus aussi confiantes que par le passé.

C'est cependant en Afrique Noire, et plus spécialement dans la partie australe du continent que la situation est devenue franchement difficile pour l'U.R.S.S.

Pour commencer, le bastion lénino-marxiste éthiopien connaît une crise dont on ne voit pas l'issue, à moins d'une aide massive de l'U.R.S.S. dans tous les domaines. Cette aide, le Colonel MENGISTU est allé la réclamer à Moscou, sans grand résultat, semble-t-il. Avec d'une part la sécheresse et la famine qui affectent une partie du pays et, d'autre part, l'interminable guerre d'Érythrée, le régime communiste d'ADDIS ABEBA ne sait où donner de la tête. Parvenu au pouvoir grâce à un coup d'État militaire, MENGISTU pourrait bien à son tour être déposé par

de jeunes officiers révolutionnaires du type de ceux qui, sur l'autre façade du continent, viennent de se débarrasser, en Guinée, des successeurs de SEKOU TOURE. Même si le dictateur guinéen n'était pas aussi aligné sur le Kremlin que MENGISTU, il n'en avait pas même droit au titre de « camarade » et le coup d'État militaire qui a mis un terme au régime qu'il incarnait a constitué une incontestable défaite pour l'U.R.S.S. en Afrique Occidentale.

C'est ainsi que l'importante mission permanente soviétique comportant de nombreux officiers du K.G.B. a dû quitter Conakry en démontant son Poste de Services Spéciaux et des installations d'écoutes radio-électriques travaillant sur une bonne partie du continent.

Pendant ce temps, en Afrique Australe, les deux républiques populaires d'Angola et du Mozambique, fondées en 1976 grâce à une aide soviéto-cubaine massive, vacillent sur leurs socles. En Angola, les maquisards de l'Unita - soutenus par l'Afrique du Sud, tiennent une partie importante du pays et en sont déjà au stade du terrorisme cubain. Le désengagement des unités cubaines paraît désormais imminent et il serait étonnant que l'U.R.S.S. s'accroche à un territoire qui ne lui a rien rapporté.

Il en est de même du Mozambique, tributaire de l'Afrique du Sud pour une bonne partie de son économie et où le communisme a totalement échoué.

LA PLACE DE L'AFGHANISTAN DANS LE CONFLIT EN COURS

Dans le dernier Bulletin n° 121, nous avons longuement exposé la genèse et les étapes de « l'enlèvement soviétique en Afghanistan » en montrant que, contrairement à « l'avis autorisé » de nombreux kremlinologues et stratèges en chambre occidentaux, il ne s'agissait pas en l'occurrence d'une « poussée en direction des mers chaudes ». Une erreur initiale grave commise le 27 avril 1978, lors de la liquidation du prince DAOUD, a amené les Soviétiques à porter au pouvoir le communiste TARAQI. Il en est résulté un engrenage qui a abouti à l'intervention de Décembre 1979. Celle-ci a eu lieu dans des conditions courtelinesques et a débouché sur un chef-d'oeuvre d'incohérence qui dure jusqu'à nos jours.

Depuis quatre ans et demi, le « Corps Expéditionnaire Restreint » (ce dernier adjectif empêche le général qui le commande de recevoir des renforts importants) piétine et pourrit sur pied en Afghanistan. Certes les unités terrestres et surtout aériennes soviétiques infligent de lourdes pertes aux résistants et plus encore aux populations civiles, mais elles ne peuvent emporter la décision, faute d'infanterie bien entraînée et en nombre suffisant.

Ne se trouvant pas sur la Direction Principale d'effort - qui porte, nous l'avons vu, sur le binôme sino-nippon - et de plus en plus considéré par ailleurs comme faisant partie du Théâtre intérieur, l'Afghanistan est devenu pour le Kremlin un abcès de fixation que l'oligarchie moscovite espère régler à plus ou moins long terme.

LE POINT DE VUE DE LA RÉSISTANCE AFGHANE

par Omaïoun TENDAR

Parlant un français admirable, le représentant pour l'Europe du mouvement de résistance du

Commandant MASSOUD, commence par une brève présentation de la personnalité exceptionnelle de son chef et ami.

Ancien élève du lycée français de Kaboul, Ahmed Scheh MASSOUD, dit « le lion de la vallée du Panshir » est un extraordinaire autodidacte dans le domaine militaire et un meneur d'hommes hors du commun. Son territoire est avant tout constitué par la vallée de la rivière Panshir qui débute à une trentaine de kilomètres de Kaboul, à partir de la ville de Goulbahar et s'achève avec le Col d'Andjouman, à quelque 160 kms au nord-est de Goulbahar où la Panshir prend sa source.

Dès la fin des années 70, cette région a constitué un bastion de la résistance contre TARAKI et ensuite AMIN, en attendant de jouer un rôle très important dans la lutte contre l'occupant soviétique. Disposant d'une bonne dizaine de milliers de combattants, MASSOUD a pu ainsi s'opposer victorieusement, entre 1980 et 1982, à dix grandes offensives soviétiques - la sixième ayant abouti, au cours de l'été de 1982, à un échec sanglant, les forces soviétiques ayant perdu un millier de morts et près de 2.000 blessés et un bataillon de l'armée régulière afghane étant passé à la Résistance ; le commandement soviétique en fut ainsi réduit à entamer des pourparlers avec MASSOUD.

Ces pourparlers traînèrent en longueur pour finalement déboucher sur un « armistice » en janvier 1983. Pendant environ un an la vallée devint une oasis pour la Résistance, avec un gouvernement local. MASSOUD put reconstituer et réorganiser ses forces. Toutefois du côté soviétique on mit cette trêve à profit pour noyauter la Résistance et exploiter des divergences entre les différents mouvements nationalistes. On tenta même d'assassiner MASSOUD.

Finalement, devant l'échec de leurs actions politico-subversives les Soviétiques prirent, au début de 1984, la décision d'en finir avec la vallée en faisant coïncider une nouvelle offensive générale avec l'assassinat de MASSOUD.

Alerté deux mois à l'avance - c'est-à-dire en février 1984, au sujet des préparatifs de l'offensive, MASSOUD prit les mesures nécessaires.

Le 20 avril 1984, la septième offensive - précédée d'un bombardement massif de la vallée, devait tomber partiellement dans le vide. Près de 20.000 hommes des forces soviétiques et afghanes, soutenus par 500 chars et 80 hélicoptères précédés par 8.000 parachutistes, eurent pour mission d'occuper et de nettoyer la vallée.

A la mi-Mai, d'après les renseignements obtenus par Omaïoun TENDAR de la base arrière de MASSOUD au Pakistan, les Soviétiques avaient à peine atteint la moitié de la vallée en subissant de lourdes pertes.

Pendant ce temps MASSOUD et le gros de ses forces avaient pu se retirer dans les vallées adjacentes.

De plus, cette attaque avait eu pour effet de faire - au moins partiellement, l'unité de la Résistance.

Tout en étant entièrement d'accord avec l'analyse du Colonel GARDER, A. TENDAR estime nécessaire de souligner les points suivants :

- En ce qui concerne les forces soviétiques on peut estimer qu'elles sont mal adaptées à ce genre de guerre ; que le moral n'est pas élevé et que le commandement manque totalement d'imagination.

Toutefois, on a enregistré depuis quelque temps certains progrès tactiques réalisés par les unités à partir de l'échelon bataillon, en particulier dans le domaine des actions combinées hélicoptères/infanterie.

On peut enfin se demander si les Soviétiques ne finiront pas par augmenter considérablement les effectifs de deux corps d'intervention pour tenter de régler une fois pour toutes le problème afghan.

- Du côté de la Résistance les faiblesses résident ;

- dans le manque de cohésion entre les différents mouvements ;

- dans la pénurie chronique en matière d'armements et de munitions, en particulier dans les domaines anti-aérien et anti-chars ;

- dans l'insuffisance du nombre des spécialistes en matière d'exploitation du Renseignement et du Sabotage.

Cependant, à l'intérieur - explique Omaïoun TENDAR - « nous n'avons qu'un seul motif d'inquiétude : jusqu'où la population pourrait-elle endurer la guerre ? »

Car au plan militaire la Résistance se renforce. Les actions sont dorénavant coordonnées entre les provinces. Les cadres sont formés dans trois écoles militaires et divers centres d'instruction. Pour M. TENDAR le Commandant ,MASSOUD ne manquera pas de réoccuper la vallée du Panschir d'ici quelque temps.

Les véritables soucis des responsables de la Résistance sont d'ordre extérieur.

Il y a tout d'abord le Pakistan qui, pour le moment, grâce au courage du Président ZIA UL HAG permet à la Résistance de disposer de bases sur son territoire et lui apporte une aide discrète. Qu'en adviendra-t-il en cas de changement de gouvernement à Islamabad ?

Il y a ensuite cette stupide guerre irano-irakienne dont la Résistance pourrait - à la longue - faire les frais.

Il y a enfin l'attitude des États-unis, très réservée pour le moment, et cela en dépit de l'anti-communisme du Président REAGAN. Le rôle de l'Afghanistan étant minime dans l'échiquier mondial, que fera l'actuel président en cas de réélection, ou quelle sera la politique de Washington dans l'hypothèse d'une victoire démocrate en novembre prochain ?

En définitive, estime le représentant du Commandant MASSOUD, la clef du problème se trouve à Moscou. La guerre d'Afghanistan qui dure bientôt depuis cinq ans n'est pas populaire en U.R.S.S.

« Lorsque l'esprit des populations commencera à être vraiment atteint, ils seront obligés d'arrêter » conclut-il_

L'orateur est ovationné par l'assistance et Michel GARDER reprend la parole.

TOUT SE JOUE EFFECTIVEMENT A MOSCOU... MAIS D'UNE AUTRE FAÇON

par le Colonel Michel GARDER

La clef du problème est bien au Kremlin, acquiesce Michel GARDER, mais ce ne sont pas les populations qui obligeront les dirigeants à mettre les pouces. L'avenir de l'Afghanistan, voire même l'avenir de la paix mondiale est lié au sort du régime totalitaire soviétique. Tant que le régime subsistera nous n'aurons rien de bon à en attendre. Seul un changement radical consécutif à une révolution de palais, du genre de celle qui a ébranlé le communisme tchécoslovaque en 1968, pourrait ouvrir des perspectives nouvelles.

Pour le moment l'U.R.S.S. est dirigée par une oligarchie d'une bonne centaine d'individus, oligarchie à la fois pléthorique, gérontocratique, anachronique et de qualité médiocre. Derrière la façade monolithique de ce système totalitaire, l'érosion due au temps a déjà fortement lézardée l'édifice. L'appareil du Parti, naguère le seul maître du jeu, ne parvient plus à contrôler entièrement ses deux auxiliaires : l'Armée et le K.G.B.

- La partocratie a évolué en une « sbiro-strato-partocratie » policiers et militaires tendant à s'affranchir de la férule du Parti. Des histoires récentes telles que celle de l'attentat contre le Saint-Père (manifestement fomenté par un échelon opérationnel du K.G.B.), ou bien celui de la destruction du Boeing sud-coréen le 1er septembre 1983, ordonnée par le général ROMANOV - récemment « suicidé » - nous en fournissent la preuve.

Aux échecs répétés sur le Théâtre Extérieur du conflit mondial en cours, aux perspectives d'avenir inquiétantes, tant à l'Ouest (avec l'effort de guerre américain) qu'à l'Est (avec le renforcement du binôme sino-nippon), viennent s'ajouter les difficultés du Théâtre Intérieur parmi lesquelles prend place l'enlèvement en Afghanistan.

Aussi l'avenir du régime soviétique peut-il se réduire à quatre grandes hypothèses, avec chacune trois sous-hypothèses, soit :

H1: *C'est la perpétuation du régime actuel avec les trois variantes suivantes :*

h 11: serait une U.R.S.S. tendant à se rapprocher des Occidentaux

h 12: serait, à l'inverse, une U.R.S.S. plus proche de la Chine et du Japon

h 13: serait - à l'instar de l'attitude actuelle du Kremlin, une U.R.S.S. hostile à la fois aux Occidentaux et aux Asiatiques.

Bien entendu on espère la réalisation de h 11 en Occident et de h 12 à Pékin et à Tokyo. On craint la perpétuation de h 13 ici et là.

H 2: *serait une nette aggravation de h 13 débouchant sur une « guerre » avec :*

h 21: étant une « guerre éclair » en Europe avec ou sans échange nucléaire soviéto-américain

h 22: une guerre nucléaire préventive contre la Chine

h 23: une guerre générale sur deux fronts Ouest et Est.

H 3: *serait l'éventualité d'une révolution de palais avec à l'origine :*

h 31: une conjuration d'officiers du K.G.B. et de jeunes apparatchiks

h 32: - dito - de jeunes apparatchiks et d'officiers des Forces Armées

h 33: un putsch militaire

H 4: *serait une guerre civile consécutive à un putsch militaire avec :*

h 41: une guerre civile rapidement gagnée par un des camps

h 42: une guerre civile limitée au territoire de l'Empire Soviétique

h 43: une guerre civile gagnant à la fois l'Asie et l'Europe.

Pour Michel GARDER l'hypothèse la moins probable est H 1, une hypothèse que jouent tous les chefs d'États occidentaux et orientaux.

H 2 et H 4 sont évidemment redoutables et demeurent l'une et l'autre possibles.

La seule hypothèse souhaitable est H 3, surtout ses variantes h 32 et h 33.

Ce sont là les seules éventualités dans lesquelles une « Russie nouvelle » pourrait remplacer l'entité « soviétique » et vouloir revenir dans le concert des nations, ce que depuis 1922 l'URSS, de LÉNINE à TCHERNENKO, n'a jamais voulu.

C'est la seule possibilité de voir se refaire l'unité de la civilisation helléno-judéo-chrétienne en vue d'aborder de façon constructive les grands problèmes du prochain millénaire.

H 3 pourrait ainsi apporter une solution au problème afghan en mettant un terme à l'agression actuelle et aux souffrances indescriptibles de ce peuple héroïque... et si peu aidé.

L'assistance applaudit longuement les deux conférenciers.

Le Colonel PAILLOLE remercie au nom de tous Omaïoun TENDAR - qu'il assure du soutien de l'AASSDN à la Résistance afghane, et Michel GARDER.

Il revient ensuite à leur « duo » en mettant l'accent sur la similitude des situations d'avant-

guerre et d'aujourd'hui, « qui se rejoignent par l'impuissance des nations et leur indifférence sous le signe du pacifisme. Aujourd'hui la Pologne et l'Afghanistan et à l'époque l'Anschluss... C'est, hélas, une fois de plus, notre civilisation occidentale qui est en jeu ».